

L'assurance-maladie infantile

Objektyp: **Group**

Zeitschrift: **Jahrbuch der Schweizerischen Gesellschaft für
Schulgesundheitspflege = Annales de la Société Suisse d'Hygiène
Scolaire**

Band (Jahr): **20/1919 (1919)**

PDF erstellt am: **16.08.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

III.

L'Assurance-maladie infantile.

A. Résolution du 1^{er} rapporteur: M. le Dr. Delay, chef du Service sanitaire du Canton de Vaud.

La loi d'assurance infantile du canton de Vaud est une loi d'hygiène et de prophylaxie. Elle ne peut être comparée aux entreprises d'assurance en général, ni aux sociétés mutualistes, parce qu'elle ne couvre pas le risque de chômage, en conformité en cela avec la loi fédérale art. 13.

On pourrait plutôt l'appeler: loi d'assistance médicale aux écoliers, à base mutuelle, subventionnée par le canton et la Confédération. Son but est:

- a) D'organiser une surveillance sanitaire des écoliers.
- b) D'assurer le traitement gratuit et les frais de pharmacie.

C'est une œuvre de prévoyance sociale, dont les bases cliniques peuvent se résumer comme suit:

1. L'enfant à l'âge de la scolarité est particulièrement résistant aux maladies et susceptible d'un traitement fructueux, à condition d'être placé dans des conditions avantageuses d'alimentation et d'hygiène. Cette loi, particulièrement évidente dans la tuberculose, est une loi générale applicable à la plupart des affections aiguës et chroniques infectieuses.

La loi des adénopathies similaires de Parrot et de l'évolution de la tuberculose de l'enfance scolaire est une preuve anatomique de cette assertion.

En principe, la grosse majorité des maladies de l'enfance sont des accrocs à la physiologie.

2. La surveillance sanitaire est basée sur la grande loi physiologique de la lenteur du développement physique et intellectuel de l'espèce humaine. Cette lenteur du développement se traduit par la faiblesse musculaire relative de l'écolier et sa tendance aux déformations de la colonne par la station pro-

longée; du côté intellectuel, par la durée de l'adaptation au travail cérébral normal.

La santé physique et intellectuelle doit devenir un article du programme de l'éducation.

3. L'école est le reflet du milieu social; l'enfant y apporte avec lui l'empreinte du milieu domestique. L'observateur avisé retrouve à l'école la trace des nocivités sociales et collectives ou les influences des milieux délétères.

L'assurance infantile n'est pas seulement l'hygiène à l'école; c'est la possibilité de transporter à domicile l'hygiène avec le médecin. L'assurance offre une base financière solide aux œuvres de prévoyance sociale.

L'assurance infantile, en rendant applicables les règles de l'hygiène enseignées à l'hôpital, est le corollaire nécessaire du traitement et de l'enseignement hospitalier.

Les frais de l'assurance infantile, si importants qu'ils soient, sont peu de chose en regard de frais occasionnés par les traitements hospitaliers.

4. Pour le moment, on doit limiter l'assurance infantile à l'âge scolaire, parce que l'école est le seul milieu déjà organisé et possédant des moyens de contrôle.

Cette assurance revêtira rapidement la forme obligatoire, puisque c'est la seule façon de pénétrer dans tous les milieux auxquels elle s'adresse normalement.

Du reste, la santé comme l'instruction, est un facteur de la liberté humaine et l'obligation à l'assurance est comparable à l'instruction obligatoire.

L'obligation à l'assurance n'empêche pas les parents d'avoir recours à toutes les ressources qu'ils jugeraient bonnes pour assurer la santé de leurs enfants.

5. Nous ne pensons pas qu'il faille donner un enseignement spécial de l'hygiène à l'école. L'hygiène est une affaire de genre de vie et de méthode. Elle est enseignée aux médecins et aux maîtres, mais pour les élèves elle devient une science d'application.

L'assurance ne doit pas contribuer à dispenser les élèves faibles de certains travaux, mais créer un enseignement qui leur soit approprié.

6. Le rôle de l'assurance et du médecin ne consiste pas à s'immiscer dans les questions d'enseignement, mais uniquement à sauvegarder la santé de l'enfant par la surveillance sanitaire. Il y a lieu d'intervenir dans la distribution des heures de travail et des programmes, d'entente avec l'autorité scolaire supérieure.

7. Au point de vue financier, l'assurance infantile doit rester dans ses limites strictes, à savoir: le paiement des frais médicaux et pharmaceutiques, et la surveillance sanitaire des écoliers. Elle ne peut pas assumer les frais des œuvres de prophylaxie telles que: les stations de cure, les colonies de vacances, les cures de plein-air; elle peut subventionner ces œuvres, mais elle doit les laisser entre les mains de l'initiative privée.

8. Les tarifs devront prévoir des honoraires suffisants pour que le médecin soit honorablement dédommagé de son travail. Mais le contrat devra assurer le concours du corps médical dans le sens d'une juste compréhension des mesures de l'hygiène et de la prévoyance.

Par l'hygiène, le médecin appartient à la vie publique.

9. L'assurance infantile doit devenir le point de départ des œuvres de prévoyance sociale. Elle peut servir de cadre ou de base à l'assurance des adultes et à l'assurance-vieillesse.

10. Il importe que la surveillance soit très sérieusement exercée. Rien ne nuit plus à une œuvre sociale que les abus; ceux-ci proviennent aussi souvent d'une interprétation erronée de lois et règlements et d'une déconnaissance des règles de l'assurance que d'une intention dolosive. De là, l'importance d'instruire le public et les médecins, et de les renseigner sur le mode d'organisation de la Caisse.

11. L'assurance infantile favorisera la création de services d'hygiène scolaire qui seront son complément obligé. En rassemblant auprès de la direction médicale de la Caisse les bulletins sanitaires des écoliers, elle pourra réaliser de gros progrès par l'étude des causes de l'affaiblissement de l'enfance et la recherche des moyens d'y remédier.

B. Action de l'école dans ce domaine.

Rapport de Louis Henchoz, inspecteur scolaire, à Lausanne.

I. Le développement de l'assurance en général.

Que l'assurance, sous ses diverses formes, se soit considérablement répandue et développée depuis un certain nombre d'années, c'est ce que personne n'hésitera à reconnaître. Nous voulons cependant baser cette affirmation sur des données positives.

En consultant la statistique suisse pour trois des plus importantes compagnies d'assurance, nous constatons un accroissement d'affaires indiqué par les chiffres suivants en comparant les années 1895, 1906 et 1916:

	Assurances de capitaux: frs.	Assurances de rentes: frs.	Primes encaissées en Suisse: frs.
I. La Suisse	26.043.103	245.964	888.355
	35.744.858	277.752	1.272.958
	44.103.526	350.816	—
II. La Genevoise	28.353.036	276.828	908.544
	37.475.744	692.324	1.341.116
	57.947.737	1.552.336	—
III. Société suisse d'Assurances générales, Zurich	86.993.167	455.627	3.451.527
	143.213.808	1.370.614	6.248.337
	230.890.563	2.459.762	—

Le total des primes encaissées par les sociétés d'assurances autorisées en Suisse présente les augmentations ci-après, dans une période de trente années:

	1886	1906	1916
a) Assurances-vie frs.	13.150.427	40.537.149	57.273.713
b) Assurances-accidents „	1.438.551	17.025.199	24.462.981

Pour les treize branches différentes d'assurances des sociétés exerçant en Suisse, le montant des primes annuelles encaissées a passé de: frs. 22.004.697 en 1886 à frs. 125.534.576 en 1916.

D'après les comptes-rendus de la Société d'assurances «La Suisse», on constate que le nombre des propositions d'assurance en cas de décès, réalisées en 1913, a été de 343 et qu'il s'est élevé à 2417 pour l'année 1918. Les chiffres de capitaux sont respectivement de frs. 2.586.171 et frs. 16.138.722.

Pour l'assurance contre les accidents, dans la même société, il a été conclu, en 1913, 390 contrats d'assurances individuelles, représentant frs. 28.174,51 de primes annuelles, et en 1918, 2501 pour frs. 141.722,50 de primes annuelles.

L'assurance populaire, créée par la Société suisse d'Assurances générales de la vie humaine à Zurich, a vu son chiffre d'affaires, qui était de frs. 8.263.541 en 1901, monter à frs. 43.592.398 en 1915.

Si nous passons maintenant au domaine de la mutualité, une statistique des sociétés de secours mutuels de France indique que leur nombre a plus que doublé dans la période de 1881 à 1901, puisqu'il s'est élevé de 7011 à 14.186.

En Suisse, le nombre des caisses de secours mutuels était de 1812 en 1903, avec un effectif de 432.798 membres. Les rapports de l'Office fédéral des assurances nous indiquent que le nombre des caisses reconnues était de 453 en 1914, avec 361.621 membres et qu'il est arrivé, en 1917, au chiffre de 777 avec 629.927 membres, soit un effectif du 50 % environ plus élevé que le chiffre total des mutualistes de 1903.

L'idée d'assurance fait donc rapidement son chemin; il peut paraître au premier abord superflu de chercher à lui donner une impulsion plus grande. On pourrait même se borner à répéter ce mot du rapport du Bureau suisse des Assurances de 1916 «que l'assurance populaire, en Suisse, est à la veille de prendre un essor considérable».

Mais il est cependant un point qui doit nous arrêter, c'est celui des extinctions prématurées. Les résiliations en particulier arrivent au 60 % environ du total des extinctions quand on examine le tableau des capitaux éteints des assurances populaires de 1913 à 1916 inclusivement. Il y a bien là motif à s'effrayer quelque peu. Voici comment le rapport cité plus haut explique ce fait et l'apprécie :

«Le grand nombre d'assurances populaires qui prennent fin prématurément tient à la nature même de ce genre d'assurances.

Le paiement hebdomadaires des primes prévu par les tarifs, et le contrôle de ce paiement, ainsi que l'encaissement qui se fait le plus souvent au domicile même de l'assuré, exigent un vaste travail d'administration dont le coût doit être compris dans les primes et accapare une fraction importante de celles-ci. Si, d'un côté, on peut se féliciter de voir la prévoyance familiale pénétrer jusque dans les classes laborieuses au moyen de l'assurance privée, d'autre part on doit se demander s'il est raisonnable, au point de vue économique, de prélever jusqu'au quart des primes pour un travail administratif dont l'assuré ne retire aucun bénéfice direct. Malheureusement il semble presque impossible d'obtenir la régularité des paiements sans le concours assidu de personnes de confiance, et l'encaissement à domicile de primes minimales est justement ce qui occasionne la plus grosse partie des frais. Ce n'est pas à la compétence des cercles intéressés qu'il faut s'en prendre; toutes les tentatives faites jusqu'ici pour améliorer cette situation sont restées vaines.»

Tout en signalant certains procédés de nature à corriger cet état de choses, on est forcé d'admettre que «l'allure prise par l'extinction des petites assurances montre que l'on est encore loin d'une solution satisfaisante de cette question économique et sociale.»

Quand on envisage les différentes catégories d'assurances: assurances-vie, assurances mixtes à long ou à court terme, contrats pour circonstances importantes de la vie: apprentissage, dotation, reprise de commerce, habitations ouvrières, etc., on en arrive à déclarer qu'elles doivent être laissées à l'initiative privée, qu'elles ne peuvent assez se généraliser pour l'enfant dans la période de fréquentation scolaire en particulier. Il s'agit là de préoccupations rentrant dans le domaine de l'épargne proprement dite et au sujet desquelles toute latitude doit être laissée aux intéressés. A eux de veiller à ne pas contracter une assurance qui risque d'être onéreuse ou peut-être gênante. Et comme les parents sont seuls, en général, à supporter les charges d'une assurance concernant leurs enfants, ceux-ci en arrivent trop naturellement à se prévaloir de cette mesure de prévoyance, sans se rendre compte de l'effort qu'elle représente. Il n'y a donc là pour eux qu'un bien faible mobile d'éducation.

II. Les Mutualités scolaires.

C'est au Français J. C. Cavé, mutualiste convaincu et grand philanthrope, que revient l'honneur d'avoir jeté les bases des premières mutualités scolaires. En 1881, alors qu'il était juge au Tribunal de commerce de la Seine et président de la Société de Secours mutuels du XIX^e arrondissement de Paris, il fonda la première Mutualité scolaire française. En 1896, soit 15 ans après, il y en avait 10 en France, et en 1903 on comptait déjà 3000 groupements avec plus de 700.000 enfants. Actuellement des mutualités scolaires existent dans le 60% des communes françaises; les huit départements envahis englobaient, à la veille de la guerre, 202.938 mutualistes scolaires ou post-scolaires sur les 835.000 membres des «Petites Cavé». Et cependant cela ne représente guère que le 20% environ du nombre total des écoliers de la grande république voisine. Dans huit départements, le 25% est dépassé; dans 31 par contre la proportion descend au dessous du 10% des effectifs scolaires.

Les «Petites Cavé» ont, elles aussi, «essayé de tenir en laissant passer l'orage, et elles ont merveilleusement tenu. L'Union nationale des Mutualités scolaires a sonné l'heure de la reprise, et à son appel, nous dit-on, les inspecteurs d'Académie ont fait entendre leur voix pour ranimer les énergies, intensifier l'action. D'ores et déjà on entrevoit que toutes choses rentrant dans l'ordre régulier, la mutualité scolaire rebondira sur elle-même et regagnera en peu de temps l'avance qu'elle a pu perdre momentanément.»

Il serait intéressant de pouvoir mentionner ici les manifestations nombreuses et touchantes d'entraide que la Mutualité scolaire a provoquées pendant la guerre.

«Dès qu'elle se sera ressaisie, dit M. Léon Robelin, membre du Conseil supérieur de la Mutualité, cette œuvre pourra reprendre la route où elle s'acheminait vers un idéal de perfectionnement quand la guerre a éclaté. Deux préoccupations solliciteront principalement son activité. Sur le terrain de la maladie, elle s'orientera de plus en plus vers la méthode préventive, en s'organisant pour la fondation de colonies de cure d'air. Sur le terrain de la retraite, la Mutualité scolaire devra songer à assurer son lendemain.»

Est-ce à dire que cette belle institution n'ait pas été l'objet de critiques. Loin de là, ce serait d'ailleurs extraordinaire. En 1904 parut un ouvrage qui fit pas mal de bruit à l'époque. Il était dirigé à la fois contre les sociétés de secours mutuels et contre l'organisation de la mutualité scolaire ensuite du dualisme résultant du fonds commun inaliénable et du livret individuel, celui-ci pouvant recevoir des versements supérieurs à la cotisation minimum prévue. L'auteur, M. Lépine, s'attaquait aussi aux subventions qu'il accusait de développer «chez les mutualistes l'esprit de mendicité légale». M. Alengry, inspecteur d'Académie à Limoges, répondit par une solide argumentation aux attaques formulées, et en montrant que tout se résumait en somme à décider s'il fallait organiser la mutualité sur le mode «individualiste», avec le livret individuel, d'après les actuaires au nombre desquels se classait M. Lépine, ou selon le mode «solidariste», avec en outre le fonds commun, conformément à l'esprit des vaillants champions de la mutualité, Léon Bourgeois, J. C. Cavé et Ed. Petit.

A propos de la Mutualité française, on peut répéter, avec un publiciste de renom, que par le nombre de ses adhérents, le chiffre de ses capitaux, les œuvres qu'elle soutient, le rôle éducateur qu'elle remplit, elle est devenue une véritable puissance dans la société. Elle peut imiter et souvent devancer les meilleures initiatives, car elle réunit les moyens de bien faire à la volonté de faire le bien.

De la France, le mouvement gagna la Belgique. En 1905 eut lieu, à Liège, le II^e Congrès international de la Mutualité. M. Caille, inspecteur de l'enseignement primaire, et l'un des principaux rapporteurs, y fit entre autres admettre la conclusion suivante :

«Que les Mutualités scolaires de retraites soient partout complétées par les Mutualités de secours, qui sont la véritable école de l'éducation sociale».

La conclusion ci-après fut encore votée :

«Que les Mutualités d'adultes forment dans tous les pays des sections de pupilles ou d'adolescents facilitant le passage des Mutualités scolaires dans les Mutualités d'adultes, et que là où celles-ci n'existent pas, les Mutualités scolaires prolongent leur influence grâce aux œuvres post-scolaires.»

Il en fut de même des deux vœux suivants :

1. «Qu'il soit introduit dans les Mutualités un article permettant de prélever sur le montant des recettes disponibles les sommes nécessaires à l'envoi aux colonies scolaires des enfants dont la débilité réclame les bienfaits du grand air, soit en plaine, soit au bord de la mer.

2. Que s'inspirant de l'exemple donné par la loi belge, les différents pays admettent les enfants étrangers fréquentant leurs écoles, à titre de réciprocité, à jouir des avantages accordés à la mutualité».

* * *

La Mutualité scolaire fut introduite à Lausanne en 1906. On commença par un essai dans l'un des collèges de la ville, mais l'institution se généralisa bientôt. Les cotisations furent fixées à 15 centimes par semaine d'école; la moitié était affectée à la caisse maladie et l'autre à la caisse d'épargne. La caisse maladie versait aux assurés, pendant deux mois, pour les maladies de plus de trois jours, une indemnité de 50 centimes par jour de maladie.

A la fin de l'exercice 1908/09, le nombre des mutualistes scolaires lausannois était de 3820, soit environ le 60 % du nombre total des écoliers primaires de la ville. Le boni du 2^e exercice, pour l'assurance maladie, fut de fr. 5198,82. Le solde actif de l'épargne, au terme du 2^e exercice était déjà de frs. 42.981,38.

En 1908 arriva l'introduction de l'assurance-vieillesse et l'affiliation à la Caisse cantonale vaudoise des Retraites populaires, obligatoire pour tous les membres de la Mutualité. La branche épargne devenait facultative.

Mais cette transformation ne fut nullement admise par les premiers intéressés: 713 membres de la Mutualité seulement, sur 4100, adhérèrent à la nouvelle organisation. Il fallut en arriver à une combinaison complexe de la mutualité. A la fin de l'année 1910/11, la situation était la suivante:

1. Épargne et assurance-maladie	1090	affiliés;
2. Epargne et assurance-vieillesse	210	»
3. Assurance-maladie et assurance-vieillesse	60	»
4. Epargne, assurance-maladie et ass.-vieil.	340	»
	Total	1700 affiliés.

L'épargne, dit le rapport de la Direction des Ecoles de Lausanne du 14 mars 1919, est certainement la plus goûtée des trois formes de prévoyance, celle qui, suivant une expression employée, sert de «véhicule aux deux autres». — «Elle permet au déposant de retirer, au moment de la libération de l'école, un petit pécule qui servira à l'achat de vêtements de communion, à l'acquisition de moyens de travail pour l'entrée en apprentissage, ou à constituer un premier dépôt à la caisse d'épargne post-scolaire.»

A ce propos l'autorité lausannoise exprime le vœu que dans un avenir prochain, l'Etat de Vaud institue l'épargne scolaire dans chaque commune et que le passage d'une localité à l'autre puisse se faire sans qu'il soit nécessaire de retirer la somme déposée.

Depuis sa mise en activité, la caisse d'épargne scolaire lausannoise a reçu:

Dépôts	frs. 162.244,64
Intérêts	„ 12.619,80
	<u>Total frs. 174.864,44</u>
Il a été remboursé	frs. 112.856,61
Cotisations à l'assurance-vieillesse	„ 13.808.— „ 126.664,61
Il restait en dépôt au 31 mars 1918	<u>frs. 48.199,83</u>

Pendant ces onze années d'exercice, l'assurance-maladie a encaissé des cotisations pour	frs. 65.069,30
Intérêts du compte „Fonds de maladie“	„ 384,76
	<u>Total frs. 65.454,06</u>

Il a été payé:	
98.268 journées maladie à frs. —.50	frs. 48.134,—
	Boni frs. 17.320,06
Intérêts du compte „Réserve-maladie“	„ 5.308,51
Avoir du compte „Fonds de Réserve-maladie“ à la clôture de l'exercice 1917/18	<u>frs. 22.658,57</u>

Ces chiffres montrent ce que la Mutualité scolaire lausannoise a pu faire en onze ans. Chacun sera d'accord pour reconnaître que cette action de prévoyance, accomplie sans bruit, a été utile et bienfaisante. La Mutualité scolaire a été partout où elle a pu être introduite une œuvre de solidarité de portée sociale et

éducative qui a eu pour les enfants une influence des plus heureuses.

Une étude comparative faite en France, il y a une quinzaine d'années déjà, entre les effets de l'assistance et ceux de la Mutualité, faisait dire à un haut fonctionnaire du Ministère de l'Intérieur: «Si l'on permettait à mon service de la Mutualité de dépenser judicieusement 10 millions par an, j'économiserais 50 millions à l'assistance.»

Quiconque a une expérience assez étendue des questions se rapportant au paupérisme admettra que l'affirmation ci-dessus n'est nullement si excessive qu'elle paraît l'être au premier abord.

Notre devoir est de reconnaître que les éminents protagonistes de la Mutualité ont bien mérité qu'un juste tribut de reconnaissance leur soit rendu.

III. La Loi du 31 août 1916 créant une Caisse cantonale vaudoise d'assurance infantile en cas de maladie.

Le canton de Vaud a créé sa Caisse cantonale vaudoise des Retraites populaires par la loi du 2 mars 1907.

Au 31 décembre 1915, le nombre des livrets-police délivrés était déjà de 20.122. De 1908 à 1915 les versements des assurés avaient atteint la somme de frs. 1.148.438.— et les primes d'encouragement de l'Etat se montaient au chiffre total de frs. 543.830.—.

L'attente de l'autorité supérieure qui voyait, en 1907, dans la création des mutualités scolaires un moyen de «donner de bonne heure à l'enfant des habitudes d'épargne et de prévoyance», n'a donc pas été trompée. Le développement de la Caisse des Retraites populaires indiquait aussi que l'assurance facultative, préconisée par le Conseil d'Etat, permettrait de pousser plus loin dans la question des assurances sociales.

La loi fédérale du 13 juin 1911, sur l'assurance en cas de maladie et d'accidents, prévoyant des subventions importantes de la Confédération, tout en respectant l'autonomie des caisses existantes sous réserve de certaines conditions, était du reste venue inviter tous ceux qui s'occupaient de mutualité à s'engager résolument dans la voie de l'assurance-maladie. Celle-ci était déjà largement répandue dans notre canton par suite de

l'existence d'un nombre élevé de sociétés de secours mutuels. Mais pour les enfants rien n'avait encore été fait. Et l'on entrevoyait dans la création d'une assurance en leur faveur un moyen de lutter contre les maladies du jeune âge, et en particulier contre la tuberculose qui guette, si elle n'est pas encore ouvertement déclarée, un grand nombre d'enfants, surtout dans la période de scolarité.

La loi créant la première Caisse d'assurance infantile en Suisse fut donc adoptée par le Grand Conseil vaudois en date du 31 août 1916.

En voici la teneur, en tenant compte de la modification qui est intervenue le 28 novembre 1918 pour quelques articles:

Article premier. Il est créé, à Lausanne, sous le nom de «Caisse cantonale vaudoise d'assurance infantile en cas de maladie» une caisse publique mutuelle d'assurance contre la maladie, destinée à assurer à ses membres les soins médicaux et pharmaceutiques.

Art. 2. Cette Caisse, reconnue comme personne morale, fonctionne sous le contrôle et la garantie de l'Etat, qui en confie la gérance à la Caisse cantonale vaudoise des Retraites populaires. La fortune de la Caisse est indépendante de celle de l'Etat.

Art. 3. La Caisse se divise en sections dites «Mutualités scolaires d'assurance en cas de maladie», qui sont créées par la Direction de la Caisse, avec l'approbation des autorités communales, dans toutes les communes ou groupements de communes du canton, à condition que le nombre des membres de chacune d'elles ne soit pas inférieur à dix.

Les sections sont organisées et administrées d'après un Règlement général, adopté par le Conseil d'Etat.

Art. 4. La Caisse remplira les conditions requises pour la reconnaissance du droit aux subsides fédéraux, conformément à la loi fédérale du 13 juin 1911 sur l'assurance en cas de maladie et d'accidents.

Son rapport et ses comptes seront publiés, chaque année, comme annexe au rapport de gestion du Conseil d'Etat.

Art. 5. Peuvent faire partie de la Caisse les enfants de nationalité suisse, fréquentant les écoles primaires dans une commune ou un groupement de communes possédant une section de la Caisse.

Le Conseil d'Etat peut autoriser l'affiliation d'enfants de nationalité suisse, fréquentant des écoles privées du degré primaire au même titre que les élèves des écoles primaires.

Art. 6. L'Etat participe aux frais de l'assurance par l'allocation à chaque assuré d'un subside égal à celui de la Confédération.

Il supporte les frais d'administration de la Caisse.

Il pourra de plus, par voie budgétaire, allouer des subventions aux communes ou groupements de communes possédant une Mutualité scolaire qui, d'entente avec les organes de la Caisse, organiseront un service d'hygiène scolaire.

Art. 7. L'affiliation d'enfants étrangers peut être autorisée par le Conseil d'Etat. Elle ne peut être refusée pour les enfants domiciliés dans les communes qui auront déclaré l'assurance obligatoire.

Dans la règle, les enfants étrangers n'ont pas droit au subside de l'Etat, sous réserve toutefois de ceux assurés obligatoirement.

Art. 8. L'organisation de la Caisse est réglée par des arrêtés du Conseil d'Etat. Celui-ci fixe, chaque année, avant le 1^{er} octobre, sur le préavis des organes de la Caisse, la contribution des assurés pour l'exercice suivant, en tenant compte des expériences de la Caisse et de son fonds de réserve.

Art. 9. Les communes sont autorisées à rendre obligatoire l'assurance en cas de maladie pour tous les enfants qui fréquentent les écoles primaires communales ou les écoles privées assimilées aux écoles primaires par le Conseil d'Etat.

Les communes qui rendent l'assurance obligatoire ont à supporter le paiement des cotisations des assurés indigents. Elles bénéficient, dans ce cas, du subside spécial de la Confédération prévu à l'article 38 de la loi fédérale.

Les dispositions prises par les communes, en vue de rendre l'assurance obligatoire, doivent rester dans le cadre de la loi fédérale sur l'assurance en cas de maladie. Elles sont soumises à l'approbation du Conseil d'Etat et du Conseil fédéral, conformément à la loi fédérale.

Art. 10. Les cotisations des enfants assurés obligatoirement sont dues en première ligne et solidairement par les parents, soit par les personnes qui, selon la loi civile, ont l'obligation de les entretenir.

Les communes qui ont rendu l'assurance obligatoire sont responsables du paiement des cotisations des élèves de leurs écoles soumis à cette obligation et versent à la Caisse celles de ces cotisations qui ne sont pas volontairement payées par les intéressés.

Les communes ont recours contre les personnes ayant l'obligation d'entretenir les enfants assurés, pour autant que celles-ci ne sont pas indigentes (C. C. S. art. 273 et suivants).

Les cotisations dues à la Caisse dans les cas où l'assurance en cas de maladie est rendue obligatoire, sont assimilées, tant en faveur de la Caisse que des communes, à la répartition des charges publiques prévue à l'article 69 de la loi du 16 mai 1891 sur la poursuite pour dettes.

Art. 11. Lorsque le rapport annuel de la Caisse permettra de constater que 25,000 enfants y sont affiliés, le Conseil d'Etat pourra rendre l'assurance obligatoire pour tous les enfants fréquentant les écoles primaires du canton ou les écoles privées qui leur seraient assimilées.

Il prendra à cet effet les mesures d'exécution nécessaires, en abrogeant celles qui avaient été prises antérieurement par les communes.

Si l'assurance est rendue obligatoire, les communes resteront responsables du paiement des cotisations des élèves de leurs écoles soumis à l'obligation et continueront à supporter celles des assurés indigents.

Art. 12. Le dernier alinéa de l'article 9 nouveau, de la loi du 27 novembre 1906, instituant le traitement fixe des préposés, est abrogé dès l'année où l'Etat sera appelé à participer aux frais de l'assurance contre la maladie.

Art. 13. Les dispositions nécessaires seront prises pour assurer le libre passage de la Caisse d'assurance infantile dans les Caisses d'adultes recon- nues.

Art. 14. Le Conseil d'Etat est chargé de la publication et de l'exécution de la présente loi.

Le Règlement d'organisation et d'administration que voici a aussi été adopté:

Titre I. Conseil d'administration. Directeur. Personnel.

Article premier. La gérance de la Caisse cantonale vaudoise d'assu- rance infantile en cas de maladie étant confiée à la Caisse cantonale vau- doise des Retraites populaires (loi, art. 2), les articles 1 à 6 du Règlement du 10 septembre 1907 sont applicables à la première de ces Caisses.

Titre II. Médecin-Conseil.

Art. 2. Le médecin-conseil assiste aux séances du Comité de direction et du Conseil d'administration, avec voix consultative, chaque fois qu'il y est appelé ou qu'il le demande. Il prête son concours à la direction de la Caisse dans toutes les questions d'ordre médical et professionnel.

Il doit notamment:

- a) participer à l'élaboration et à la discussion de toute convention avec la Caisse, ayant un caractère médical;
- b) donner son avis sur les déclarations médicales;
- c) contrôler, s'il y a lieu, les notes de médecins et pharmaciens.

Titre III. Mutualités scolaires.

Art. 3. Les Mutualités scolaires constituent les sections de la Caisse prévues à l'art. 3 de la loi.

Art. 4. Sauf le cas où elle est rendue obligatoire (art. 9 de la loi), une Mutualité scolaire est fondée sitôt que les adhésions en faveur de dix en- fants au moins sont obtenues dans une commune ou un groupement de com- munes du canton. L'approbation de l'autorité scolaire est réservée.

Art. 5. Les Mutualités scolaires d'assurance en cas de maladie sont chacune administrée par un secrétaire-caissier, nommé par la direction de la Caisse, l'autorité scolaire étant préalablement consultée.

Art. 6. Les secrétaires-caissiers sont les correspondants de la Caisse. Il sont tenus de se conformer aux instructions qui leur sont données par la direction.

Art. 7. Ils ont droit à une rémunération fixée par le Conseil d'admi- nistration de la Caisse, et qui leur est réglée après la reddition et l'appro- bation de leur compte annuel.

Les formulaires à employer leur sont fournis gratuitement par la direction.

Titre IV. Assurés.

Art. 8. Les droits et les obligations des enfants affiliés à la Caisse sont déterminés par des statuts spéciaux élaborés par le Conseil d'administration et soumis à l'approbation du Conseil d'Etat.

Donné, sous le sceau du Conseil d'Etat, à Lausanne, le 7 novembre 1916.

Le président: (L. S.) Le chancelier:
DUBUIS. G. ADDOR.

Déjà dans la session du printemps 1918, le Grand Conseil a pu aborder la discussion d'un rapport du Conseil d'Etat tendant à une révision de la loi du 31 août 1916, et cela ensuite du résultat réjouissant auquel on était arrivé en fort peu de temps, les opérations de la Caisse cantonale vaudoise d'assurance infantile n'ayant commencé que le 1^{er} octobre 1917. Il s'agissait en particulier de prévoir le moment où cette assurance pourrait être rendue obligatoire pour tous les élèves primaires du canton. On envisageait aussi la création de deux caisses distinctes, une «Caisse primaire» et une autre dite «Caisse secondaire».

Un nouvel article indiquait aussi d'une façon précise quelles devaient être les personnes responsables du payement des cotisations obligatoires.

Dans la session d'automne 1918, les amendements proposés furent mis en discussion et votés tels qu'ils avaient été rédigés par le Conseil d'Etat. L'article 11 nouveau disait entre autres que l'assurance pourra être rendue obligatoire lorsque le rapport annuel de la Caisse permettra de constater que 25,000 enfants y sont affiliés. En ce qui concerne les élèves des écoles secondaires, peuvent rester membres de la Caisse, jusqu'à leur sortie de l'école, ceux qui ont été admis à en faire partie avant la promulgation de la loi telle qu'elle vient d'être révisée.

On comprend facilement le besoin d'en arriver à l'obligation générale, les changements assez fréquents de domicile provoquant des réclamations qu'il est difficile de satisfaire dans l'état de choses actuel. Quant aux élèves secondaires le débat qui est intervenu à leur sujet ne doit, nous semble-t-il, pas être considéré comme un enterrement de la question.

Dans sa séance du 15 avril dernier, le Conseil communal de Lausanne a décidé:

a) De maintenir, dans sa forme actuelle, la caisse d'épargne scolaire;

b) De supprimer la Mutualité scolaire dans la forme actuelle et de constituer, à sa place, une Mutualité scolaire d'assurance en cas de maladie, aux termes de la loi cantonale du 31 août 1916, modifiée par celle du 28 novembre 1918;

c) De verser le solde actif de l'ancienne Mutualité au compte de la nouvelle, pour laquelle il constituera au fonds de réserve;

d) Sauf avis contraire des représentants légaux des écoliers suisses soumis à l'obligation, ceux-ci seront inscrits d'office à l'assurance-vieillesse, la bourse communale faisant l'avance de la cotisation annuelle de chacun d'eux;

e) D'introduire, dans les écoles enfantines et primaires, l'assurance infantile en cas de maladie, en harmonie avec le Règlement type imposé par la loi (voir plus loin, Annexe n° 1).

L'entrée des 7500 écoliers lausannois comme affiliés à la Caisse cantonale d'assurance maladie infantile a eu une répercussion des plus avantageuses pour le développement de cette institution.

Aujourd'hui la situation comme effectif de sections et de membres est la suivante:

115 sections facultatives

57 » obligat. (dont 2 dans la commune de St-Croix)

172 sections au total.

86 communes ont déclaré l'assurance obligatoire. Le nombre des assurés est de 25,100, dont 15,450 obligatoirement.

IV. Tâche imposée au personnel enseignant.

En 1907, au Congrès de la Société pédagogique de la Suisse romande, à Genève, des hommes ayant une solide expérience de l'école et de l'éducation en général opposèrent de sérieuses objections à la mutualité en tant qu'institution rattachée à l'école.

Des propositions furent même formulées, entre autres celle-ci:

«La création de caisses de secours mutuels pour les élèves du canton de Genève rencontrerait de grandes difficultés d'application. A l'heure actuelle, l'école primaire genevoise ne peut assumer cette tâche.»

Et cette autre:

«Le Congrès de Genève ne se prononce pas sur le principe de la mutualité dans nos écoles. Il estime qu'il est préférable d'attendre les résultats de l'expérience commencée à Genève.»

Mais néanmoins la conclusion suivante fut votée par 178 voix contre 37:

«L'école primaire contribuera dans la mesure du possible à la création et à l'organisation des mutualités scolaires dans toutes les communes de nos cantons.»

La proposition ci-après, avec amendement formulé par Mr. Cloux, instituteur à Lausanne, fut aussi admise par l'assemblée: «Les autorités cantonales et communales favoriseront de tout leur pouvoir la création et l'organisation des mutualités scolaires. Elles assument en outre une large part au fonctionnement de cette institution et aux responsabilités qu'elle comporte.»

Le Congrès de Genève fut donc en somme un beau succès remporté par le rapporteur général, notre collègue, M. L. Latour, inspecteur à Neuchâtel, et aussi pour le grand mutualiste français Ed. Petit, lequel avait bien voulu assister à cette réunion et y faire entendre sa conviction inébranlable dans la grandeur du rôle à remplir par la mutualité en général.

Il leur a été donné de voir qu'ils ont été entendus et que la semence répandue est tombée en bonne terre.

Mais le champ n'est pas encore entièrement mis en culture. Il est une préoccupation à ne pas perdre de vue par le corps enseignant, ce sera celle de ne pas considérer l'assurance maladie infantile comme une organisation officielle se suffisant à elle-même et fonctionnant pour ainsi dire automatiquement.

L'école doit y trouver un point d'appui d'éducation morale et sociale.

Mais il ne faut pas s'en tenir à ce que l'on croyait suffisant à Genève en 1907: «La prévoyance et la mutualité feront l'objet de causeries et de récits, sans constituer une branche spéciale du programme.»

Non, Mesdames et Messieurs, si nous voulons réellement faire de l'école un ardent foyer d'éducation, mettons de côté ces programmes qui s'en tiennent trop à la forme et dont l'application tombe facilement dans le verbalisme superficiel et par conséquent stérile. C'est à une action de tous les instants qu'il faut arriver. Il faut former l'enfant à la pratique de la solidarité en se préoccupant non seulement de lui fournir quelques idées directrices, mais en suivant tous ses faits et gestes et en développant en lui, par l'action, l'habitude constante d'être animé de sentiments de fraternité à l'égard de ses condisciples.

C'est ce qu'avait fort bien compris le rapporteur général de la Société fribourgeoise d'éducation, à la réunion de 1905, quand il disait:

«Pour implanter les idées de charité, de solidarité, de prévoyance dans une population, la théorie est un facteur bien médiocre; il faut la pratique. Il faut qu'épargne et solidarité deviennent une habitude, un besoin inné, si on veut les établir sur des bases solides. Et pour arriver à ce but, il n'y a qu'un moyen: mettre le tout jeune enfant dans l'obligation d'acquérir ces habitudes. Un jeune rameau suit la direction qu'on lui donne; il n'est pas facile de redresser un vieux tronc.» — Et il ajoutait plus loin:

«Non seulement la mutualité est une œuvre morale et sociale, elle est de plus une institution d'une haute valeur éducative. Devant elle comme devant toute autre institution similaire, les idées étroites, mesquines, disparaîtront, lentement peut-être, mais sûrement.»

Et nous pouvons encore, en ce moment surtout, au sortir de la période où la méchanceté et l'égoïsme humains se sont donné libre carrière, traduire en les renforçant, car ils sont actuels au premier chef, les sentiments exprimés par un instituteur jurassien bernois, en vue du rapport de Genève déjà cité:

«Aujourd'hui on sent un impérieux besoin de faire mieux; on sent que chacun doit porter sa part de la dette sociale; la solidarité doit unir les cœurs et les intelligences et dans un élan de fraternité admirable, on veut que les petits, eux aussi, apprennent à s'associer pour secourir le malheur.»

Et cette autre invitation d'un magistrat français:

«Rapprocher les enfants, les faire mieux se connaître, leur inculquer le besoin de s'aimer, exciter en eux la vertu de sociabilité, les animer d'un ardent désir de sympathie et de concorde; en un mot leur donner le sentiment actif et fécond de la solidarité, tel doit être le rôle de chacun de nous. Si nous souffrons du passé, efforçons-nous de préparer à nos successeurs un sort plus heureux et si nous étions, ne fût-ce qu'un jour, soulevés tous ensemble par cette passion de solidarité sociale, la face du monde serait renouvelée et l'humanité serait vraiment humaine.»

Aux programmes scolaires on reproche leur ampleur démesurée, à la fréquentation de l'école ses exigences contraires à la nature de l'enfant; faisons sauter les cadres, s'il le faut, et cela sans attendre plus longtemps, mais surtout affranchissons-

nous de la lettre, et partout dans la tâche à laquelle l'école ne doit en aucune façon se soustraire, faisons pénétrer les souffles puissants de l'amour et de l'esprit qui seuls peuvent conduire au plein épanouissement de la vie.

Telle doit être la préoccupation des instituteurs pour que le principe de l'assurance-maladie infantile ne soit pas une simple formule d'administration, mais devienne au contraire un levier de développement des meilleurs sentiments de l'âme humaine.

Thèses.

1. L'assurance-vie, à capital ou à rente relativement faibles, contractée par les parents en faveur de leurs enfants, a pris une importance très marquée depuis un certain nombre d'années. Un point à considérer dans ce genre d'assurance est qu'en cas de difficultés pécuniaires, les parents se trouvent exposés à perdre les avantages de cette épargne consentie par eux.

2. On ne doit pas perdre de vue les différentes combinaisons d'assurance d'un caractère particulier: apprentissage, dotation, etc. Leur utilité n'est pas cependant d'une portée sociale qui puisse se généraliser.

3. Les assurances-retraites (système J. C. Cavé) sont mises en échec par l'introduction des assurances-vieillesse et invalidité et des assurances-ouvrières. Ce sont des caisses d'épargne à fonds inaliénables.

4. Les Mutualités scolaires: Petites-Cavé, Amicales, et autres institutions analogues, ont introduit dans l'école les principes de la solidarité et de l'épargne; leur rôle éducatif doit être hautement proclamé et reconnu.

5. L'entrée dès l'enfance, dans une société d'assurance-maladie, offre l'avantage d'abaisser le taux des primes et peut réaliser l'éducation de l'effort. Cet effort est cependant fictif dans les cas où les parents seuls paient la prime.

Par contre, les Mutualités infantiles calquées sur les Mutualités d'adultes ou associées à elles, dans les pays où il n'y a pas d'assurance-maladie obligatoire, offrent de gros inconvénients. Un grand nombre d'assurés devront renoncer à la mutualité, le jour où livrés à leurs propres ressources, ils ne pourront effectuer le paiement des primes. Ce sera spécialement le cas dans les familles pauvres et nombreuses, d'où la nécessité d'organiser l'assurance-maladie infantile sur des bases spéciales.

6. Une assurance s'adressant aux enfants, pendant leur scolarité, doit avoir pour but de les englober tous, et l'école ne peut rester en dehors du grand mouvement qui se produit en faveur des assurances populaires.

7. On pourra affecter au paiement des primes d'assurance des sommes acquises par un travail collectif à l'école. L'enfant acceptera facilement ce mode de faire, si le but poursuivi est à la portée de son intelligence.

8. La Caisse cantonale vaudoise d'assurance infantile en cas de maladie et d'accidents, dont l'organisation est basée sur la Loi fédérale du 13 juin 1911, peut remplir ce but ensuite de ses attributions bien précises, faciles à présenter à l'école, de la surveillance sanitaire exercée sur les écoliers, et du traitement assuré des maladies.

9. La forme obligatoire est la seule à envisager en dernier ressort; tous les enfants sans exception, en particulier ceux des classes peu favorisées, doivent être mis au bénéfice des garanties sanitaires et hygiéniques fournies par l'assurance durant la période de fréquentation de l'école.

10. L'instituteur a un rôle de toute première importance à remplir par la surveillance sanitaire de ses élèves et aussi par son enseignement en matière d'hygiène. Celui-ci pourra prendre une forme spéciale suivant le cas; une action constante est en tous cas de rigueur. Tout éducateur devra se souvenir que la solidarité n'est pas une affaire de mots seulement, mais qu'elle s'apprend surtout par la pratique.

11. L'administration des caisses-maladies infantiles doit être distincte de l'école, tout en gardant un caractère qui la rattache à celle-ci et en fasse une activité d'ordre éducatif.

12. Le passage dans une société d'assurance-maladie d'adultes doit être considéré comme la suite logique de l'affiliation à une caisse-maladie infantile. Les sociétés de secours mutuels reconnues accorderont, à cet égard, les plus grandes facilités possibles et s'entoureront des données techniques voulues.

ANNEXE 1.

Dispositions à édicter par les communes qui rendent obligatoire l'assurance infantile en cas de maladie.

TYPE DE DÉLIBÉRÉ

Délibéré du Conseil communal (ou Conseil général) de la commune de
.....
Séance du

Article premier. En application de l'art 9, alinéa premier, de la loi créant une Caisse cantonale vaudoise d'assurance infantile en cas de maladie, l'assurance infantile en cas de maladie est déclarée obligatoire pour tous les enfants fréquentant les écoles primaires dans la commune.

Art. 2. La Municipalité statue définitivement dans les cas où l'obligation d'assurance donne lieu à des contestations.

Art. 3. L'assurance en cas de maladie des personnes visées à l'article premier du présent délibéré est transférée à la Caisse cantonale vaudoise d'assurance infantile en cas de maladie. La section que cette caisse créera à cet effet pour la commune est approuvée et son rayon local est délimité par le territoire de la commune.

Art. 4. Le Greffe municipal pourvoira d'office à l'inscription, auprès de la Caisse cantonale, des enfants assurés obligatoirement.

Art. 5. La commune supportera le paiement des cotisations des assurés indigents. Le mode de paiement sera réglé par la Municipalité, d'accord avec les organes de la Caisse cantonale.

Art. 6. Pour le surplus, les statuts de la Caisse cantonale vaudoise d'assurance infantile en cas de maladie, ainsi que les règlements et arrêtés édictés en exécution de la loi, sont applicables à l'assurance des enfants visés par l'article premier du présent délibéré.

Art. 7. Le présent délibéré sera soumis à l'approbation du Conseil d'Etat et à celle du Conseil fédéral, conformément à la loi.

Art. 8. La Municipalité est chargée de l'exécution du présent délibéré, qui entre en vigueur immédiatement.

..... le 19

ANNEXE 2.

Statuts fixant les conditions générales d'assurance.

Art. premier. Peuvent faire partie de la Caisse les enfants de nationalité suisse fréquentant les écoles primaires dans une commune ou un groupement de communes du canton possédant une section de la Caisse (mutualité scolaire), ainsi que ceux dont l'affiliation aura été autorisée par le Conseil d'Etat, en vertu de la loi.

Art. 2. La demande d'admission doit être faite par écrit sur formulaire officiel, rempli et signé par le représentant légal du candidat, et remis au secrétaire-caissier de la mutualité scolaire.

Dans les communes où l'assurance est rendue obligatoire, une liste des élèves soumis à l'obligation remplace les demandes d'admission individuelles. Cette liste est établie annuellement, sur formulaire spécial, par l'autorité communale.

Art. 3. Ne sont pas admis les candidats déjà assurés à une autre caisse-maladie, ni ceux qui auraient été exclus d'une autre caisse pour abus.

Art. 4. L'admission est prononcée par la direction de la Caisse.

Art. 5. Sont, en outre, membres de la mutualité scolaire, sur demande de leur représentant légal, les enfants qui jouissent du droit de libre passage, tel qu'il est réglé par la loi fédérale sur l'assurance, du 13 juin 1911.

Art. 6. La qualité de membre ne s'acquiert qu'après paiement de la première cotisation.

Art. 7. La qualité de membre se perd:

- a) en cas d'assurance facultative, par démission signée par le représentant légal de l'assuré et donnée trois mois d'avance et pour la fin de l'année scolaire;
- b) par transfert du domicile hors du canton ou dans une commune ne possédant pas de section de la Caisse;
- c) par extinction du droit aux prestations de la Caisse;
- d) par la sortie de l'école;
- e) par exclusion;

Art. 8. L'exclusion est prononcée par la direction de la Caisse;

- a) en cas d'assurance facultative, contre tout membre en retard de plus d'une année dans le paiement de ses cotisations;
- b) contre tout membre convaincu de faute grave envers la Caisse (fraude, abus, tromperie) par son fait ou par celui de son représentant légal, sans préjudice des actions pénale et civile qui peuvent lui être intentées.

Art. 9. Le candidat refusé ou le membre exclu a droit de recours au Conseil d'administration de la Caisse, qui prononce en dernier ressort. Le

recours doit être déposé dans le délai d'un mois dès la notification du refus d'admission ou de l'exclusion. L'exclusion ne donne droit à aucun remboursement de cotisations.

Art. 10. Les cotisations dues à la Caisse dans les cas où l'assurance en cas de maladie est rendue obligatoire, sont assimilées, tant en faveur de la Caisse que des communes, à la répartition des charges publiques prévue par la loi sur la poursuite pour dettes.

Art. 11. Les prestations de la Caisse en faveur de ses membres consistent dans le paiement des soins médicaux et des médicaments en cas de maladie ou d'accident.

Art. 12. *Le droit aux prestations commence trois mois après l'acquisition de la qualité de membre.*

Sous cette réserve, qui n'est cependant pas applicable aux passants, les soins médicaux et les médicaments sont assurés dès le jour où la maladie a été constatée par le médecin.

Art. 13. L'assuré qui tombe malade, ou sa famille s'il en est empêché, doit aviser immédiatement le secrétaire-caissier de la mutualité, en lui indiquant le nom du médecin qui a été appelé.

Art. 14. L'assuré peut choisir librement son médecin et son pharmacien parmi ceux qui pratiquent dans son lieu de séjour ou dans les environs. Toutefois, s'il existe une convention entre la Caisse et les médecins, ou entre la Caisse et les pharmaciens de la région, il doit choisir parmi ceux-ci.

Le droit de l'assuré de choisir son médecin cesse, si son transfert dans un établissement hospitalier oblige à confier les soins médicaux au personnel de ce dernier (loi fédérale, art. 17).

Art. 15. Les frais de traitement du malade dans un établissement hospitalier sont supportés par la Caisse dans les limites et aux conditions fixées par celle-ci.

Art. 16. La Caisse accorde ses prestations pour 360 jours dans une période de 540 jours consécutifs.

Lorsque ce droit aux prestations est épuisé, l'affilié en est privé désormais s'il s'agit de la même maladie. Pour les affiliés admis en vertu du droit de libre passage, les jours de maladie pour lesquels les prestations ont déjà été accordées par d'autres caisses entrent en ligne de compte dans le calcul du maximum ci-dessus.

Il n'est pas loisible à l'affilié de prévenir l'extinction du droit aux prestations en renonçant à celles-ci avant sa guérison.

Art. 17. Les prestations ne sont pas accordées:

- a) pendant la durée du retard dans le paiement des cotisations;
- b) pendant la durée de la suspension du droit aux prestations (art. 16);
- c) pendant la durée d'une détention préventive ou disciplinaire;
- d) en cas d'inobservation des prescriptions médicales.

Art. 18. Les affiliés, bien portants ou malades, ont à payer à l'avance, annuellement, une cotisation fixée chaque année avant le 1^{er} octobre par le Conseil d'Etat, pour l'exercice suivant, partant du 1^{er} avril.

La décision du Conseil d'Etat est rendue publique par insertion dans la *Feuille des avis officiels*.

Art. 19. Les cotisations ne sont pas divisibles. Les fractions d'année comptent pour l'année entière. Toutefois, les enfants admis dès le 1^{er} octobre n'ont à payer, pour la première fois, que la moitié de la cotisation annuelle.

Art. 20. Lorsqu'un affilié quitte la Caisse, libre de tout engagement envers elle, celle-ci est tenue de lui délivrer un certificat d'affiliation sur formulaire officiel.

Lausanne, le 6 décembre 1918.

Au nom du Conseil d'administration,

Le président:

A. THÉLIN.

Le secrétaire:

PYTHON.

Approuvé par le Conseil d'Etat, dans sa séance de ce jour.

Lausanne, le 17 décembre 1918.

Le président:

A. THÉLIN.

Le chancelier:

G. ADDOR.

ANNEXE 3.

Arrêté du 10 septembre 1918, fixant la contribution des membres de la Caisse cantonale vaudoise d'assurance infantile en cas de maladie, pour l'exercice 1919/20.

Le Conseil d'Etat du Canton Vaud,

Vu l'article 8 de la loi du 31 août 1916, créant une Caisse cantonale vaudoise d'assurance infantile en cas de maladie;

Vu l'article premier de la loi du 31 août 1916, modifiant celle du 2 mars 1907 sur la Caisse cantonale vaudoise des retraites populaires;

Vu le préavis du Département de l'Intérieur;

ARRÊTE:

Article premier. La contribution des membres de la caisse-maladie pour l'exercice du 1^{er} avril 1919 au 31 mars 1920, est fixée comme suit:

- a) pour les enfants de nationalité suisse, à *quatre francs*;
- b) pour les enfants de nationalité étrangère, assurés à titre obligatoire, à *quatre francs*;
- c) pour les enfants de nationalité étrangère, dont l'affiliation facultative est autorisée par le Conseil d'Etat, à *huit francs*.

Pour les enfants de nationalité suisse faisant également partie en 1919 de la Caisse cantonale vaudoise des retraites populaires, cette contribution est réduite à *deux francs*. La différence de deux francs sera couverte par une allocation du fonds d'invalidité et de maladie de cette dernière Caisse.

Art. 2. Le Département de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné, sous le sceau du Conseil d'Etat, à Lausanne, le 10 sept. 1918.

Le président:

A. THÉLIN.

(L. S.)

Le chancelier:

G. ADDOR.

ANNEXE 4.

Mutualité scolaire d.....

DEMANDE D'ADMISSION

L..... soussigné..... (nom, prénoms et domicile),
 représentant légal du candidat, demande en faveur de:.....
 (nom et prénoms),

fréquentant l'école.....

de.....

né le.....

originnaire d.....

(commune et canton),

domicilié à.....

l'affiliation à la **Caisse cantonale vaudoise d'Assurance infantile
 en cas de maladie**, et déclare que le candidat susnommé:

1° est en bonne santé;

2° n'est assuré à aucune autre caisse-maladie;

3° n'a pas été exclu d'une autre caisse pour abus;

4° observera les statuts de la Caisse.

Si le candidat est également affilié à la Caisse cantonale vaudoise des
 Retraites populaires, indiquer le numéro de son livret-police (N°.....).

le..... 19.....

Signature:.....

C. Referat von Dr. Lamazure,

Adjunkt am Bundesamt für Sozialversicherung.

Bei der Weitschichtigkeit der Materie kann es sich in den folgenden Ausführungen nur darum handeln, die Frage der Krankenversicherung im Kindesalter vom Standpunkte der Sozialversicherung aus zu beleuchten. Wenn somit die Behandlung dieser Versicherungsart vom medizinisch-hygienischen, wie auch vom pädagogischen und sozialerzieherischen Gesichtspunkt aus außerhalb des Bereichs unserer Erörterungen fällt, so muß trotzdem kurz darauf hingewiesen werden, daß die Kinder-Krankenversicherung dadurch, daß sie einerseits dem heranwachsenden Menschen eine zweckmäßige, seine physische Entwicklung fördernde ärztliche Pflege zuteil werden läßt, anderseits das Kind frühzeitig an die Fürsorge gewöhnt und damit in ihm das Bewußtsein seiner sozialen Pflichten sich selbst und der Allgemeinheit gegenüber schärft, einen nicht zu unter-

schätzenden Einfluß auf die Gesundheit und die soziale und ethische Erziehung des Volkes auszuüben vermag.

Dieser Hinweis drängt sich um so mehr auf, als aus demselben der grundlegende Satz gefolgert werden kann, daß die Kinder-Krankenversicherung eine Hauptbedingung ist für den Ausbau und die gedeihliche Entwicklung der Sozialversicherung, der sie ihrer Natur und ihrem Gegenstand nach angehört. Und in der Tat, wenn wir das Wesen der Sozialversicherung, d. h. jener Versicherungsart, die einzig der sozialen Wohlfahrt dient, näher ins Auge fassen, so können wir feststellen, daß ihr Schwerpunkt in der Gegenseitigkeit liegt, d. h. in der organisatorischen Zusammenfassung zahlreicher Einzelwirtschaften zwecks Erwerbung eines Rechtsanspruches auf Hilfestellung bei Verwirklichung eines bestimmten, diese Einzelwirtschaften gleichbedrohenden Ereignisses. Dieser Zusammenschluß, durch den die Folgen des eingetretenen Ereignisses gedeckt oder wenigstens gemildert werden sollen, ist nichts anderes als ein Ausfluß der Solidarität, die bewußt oder unbewußt zwischen den durch dieses Ereignis gleich bedrohten und an dessen Folgen gleichbeteiligten Angehörigen eines gewissen Bevölkerungskreises besteht. Hieraus folgt, daß die Einführung und die Förderung der Sozialversicherung von dem Vorhandensein und der Intensität des sozialen Solidaritätsgefühles abhängen. Je stärker dieses Gefühl unter den Volksgenossen verbreitet ist, desto leichter kann die Sozialversicherung Wurzel fassen, sich verbreiten und Früchte tragen. Für die Schärfung des sozialen Solidaritätsgedankens ist aber kein Boden so günstig und fruchtbringend wie die Jugend, die Generation von morgen. Wird ihr die Krankenversicherung zugänglich gemacht, so vermag letztere durch ihre werktätige Hilfe im Krankheitsfalle dem Kinde besser als Worte vor Augen zu führen, wie wohlthätig für jeden einzelnen diese Institution wirken kann und wie wünschenswert es deshalb ist, daß die in der Krankenversicherung zu einer greifbaren Form gewordene Solidarität auch in Ansehung anderer, die Unversehrtheit des Individuums und seiner Erwerbsfähigkeit bedrohenden Ereignisse betätigt werde.

Dazu kommt aber noch ein anderes. Bekanntlich stehen die Lasten einer Versicherung in direktem Verhältnis zu den

von ihr zu tragenden Risiken. Je größer also diese Risiken sind, um so größer werden die Versicherungslasten und um so höher müssen die Versicherungsprämien sein. In der Krankenversicherung besteht dieses Risiko in der mehr oder minder großen Krankheitshäufigkeit und -dauer des an der Versicherung beteiligten Personenkreises. Wird durch das Mittel der Krankenversicherung jedem Kind, gleichgültig ob arm oder reich, von der Geburt an oder wenigstens während der Schulzeit eine ausreichende zweckmässige Krankenpflege geboten, die nicht nur heilend, sondern auch vorbeugend wirkt, so werden dadurch die gesundheitlichen Verhältnisse der zukünftigen Generationen gehoben und gleichzeitig auch das Risiko der Versicherung und mithin auch die Belastung entsprechend vermindert. Wirtschaftlich kommt dies dadurch zum Ausdruck, daß die Versicherung in den Stand gesetzt wird, mittelst derselben Prämien ihre Leistungen in einem Maße zu erhöhen, daß sie gerade für diejenigen, die ihrer am meisten bedürfen, eine wirksame Hilfe bedeuten. Die Kinder-Krankenversicherung ist also nicht nur das wirksamste Mittel, einen für den künftigen Ausbau der Sozialversicherung fruchtbaren Boden zu schaffen, sie dem Volke näher zu bringen und aus ihr eine ebenso selbstverständliche Institution, wie z. B. den Unterrichtszwang zu machen, sondern sie bildet unseres Erachtens auch die Bedingung für eine hinreichende und trotzdem billige und daher auch populäre allgemeine Krankenversicherung.

Damit haben wir einleitend kurz die Bedeutung der Kinder-Krankenversicherung vom Gesichtspunkte der Sozialversicherung aus angedeutet. Wir können deshalb zur Frage ihrer gesetzlichen Regelung übergehen, wobei wir in einem ersten Kapitel die bestehende Organisation behandeln und alsdann in einem zweiten mehr dogmatischen Teile die allgemeinen Grundsätze erörtern werden, die unseres Erachtens *de lege ferenda* für die Einführung der Kinderversicherung Berücksichtigung finden sollten.

1. Die Organisation der Kinder-Krankenversicherung in der Schweiz.

Die gesetzliche Grundlage der Kinder-Krankenversicherung in der Schweiz bildet bekanntlich das Bundesgesetz über die Kranken- und Unfallversicherung vom 13. Juni 1911, in dessen

erstem Abschnitt die Pflicht des Bundes aufgestellt wird, die Krankenversicherung durch die Verabfolgung von besonderen Beiträgen an die Krankenkassen zu fördern. Im übrigen stellt dieses Gesetz folgende, für die Organisation insbesondere der Kinderversicherung ausschlaggebende Grundsätze auf:

1. Die Krankenversicherung steht grundsätzlich auf dem Boden der Freiwilligkeit, jedoch sind die Kantone, bzw. die Gemeinden, denen diese Befugnis überlassen wird, ermächtigt, sie allgemein oder für einzelne Bevölkerungsklassen obligatorisch zu erklären.

2. Träger der Krankenversicherung sind die anerkannten Krankenkassen, d. h. diejenigen Kassen, die, wenn sie die Versicherung nach dem Grundsatz der Gegenseitigkeit betreiben und weitere gesetzlich vorgesehene Bedingungen erfüllen, Anspruch auf Bundesbeiträge haben. Sie können entweder privatrechtlicher Natur sein oder aber als öffentliche Kassen durch Kantone, Gemeinden oder andere Körperschaften des öffentlichen Rechtes gegründet und betrieben werden.

3. Alle diese Kassen sind berechtigt, Personen vom jüngsten Alter an aufzunehmen und somit auch die Kinderversicherung zu betreiben mit der wichtigen Einschränkung jedoch, daß Kinder bis zum zurückgelegten 14. Altersjahre einzig für ärztliche Behandlung und Arznei versichert sein dürfen. Diese Einschränkung hat ihren innern Grund darin, daß das als weitere Versicherungsleistung vorgesehene Krankengeld in den Augen des Gesetzgebers als Ersatz für entgehenden Lohn gilt, und daß deshalb, da Kindern bis zum 15. Altersjahre in der Regel im Erkrankungsfall kein Lohnausfall erwächst, die Gewährung eines Krankengeldes nicht gerechtfertigt wäre und höchstens zu illoyalen, die Krankenkassen schädigenden Machenschaften Anlaß geben könnte.

Aus der den Kassen auferlegten Verpflichtung, die Kinder bis zum zurückgelegten 14. Altersjahre für keine andern Leistungen als für ärztliche Behandlung und Arznei oder kurz für Krankenpflege zu versichern, können zwei für die Gestaltung der Kinderversicherung wichtige Schlußfolgerungen gezogen werden, einmal, daß unter Krankenversicherung der Kinder im gesetzlich-technischen Sinne die Versicherung aller Personen vom ersten bis zum zurückgelegten 14. Altersjahre

zu verstehen ist, und sodann, daß einzig die Gewährung von ärztlicher Behandlung und Arznei zu Hause oder in einer Heilanstalt Inhalt dieser Versicherung sein kann.

Es ist ohne weiteres verständlich, daß auf Grund von derart allgemein gehaltenen Grundsätzen sich keine einheitlich gegliederte oder wenigstens gleichförmig gebildete Organisation entwickeln konnte. Je nach den in einer Gegend gerade bestehenden Bedürfnissen und Institutionen, je nach den regionalen Auffassungen über die Wünschbarkeit einer staatlichen Intervention auf dem Gebiete der Kinderversicherung und insbesondere je nach der Stellungnahme der Kantone und Gemeinden gegenüber der Krankenversicherung im allgemeinen ist bis anhin die Kinderversicherung verschieden geordnet worden, so daß ihre gegenwärtige Organisation in der Schweiz ein bunt-scheckiges, vielgestaltetes Bild bietet. Prüft man aber die bestehenden zahlreichen Versicherungseinrichtungen auf ihre gemeinsamen Merkmale hin, so lassen sie sich in zwei große Gruppen scheiden, einmal in die privaten und öffentlichen Kassen, die neben den erwachsenen Personen, d. h. neben den über 14 Jahre alten Personen auch Kinder aufnehmen, und sodann in die privaten und öffentlichen Kassen, die ausschließlich Kinder versichern und sich deshalb als reine Kinder- bzw. Schulkrankenkassen darstellen.

Was vorerst die erstgenannte Gruppe und in derselben die privaten Krankenkassen anbelangt, so hat sich schon lange vor dem Inkrafttreten des Bundesgesetzes eine Großzahl derselben mit der Kinderversicherung befaßt. Da diese Kassen sich aber in der Regel auf die Aufnahme der Kinder ihrer versicherten Mitglieder beschränkten und im übrigen mehr nach patriarchalischen und opportunistischen, als nach strengen versicherungstechnischen Grundsätzen betrieben wurden, war ihr Einfluß auf die Kinderversicherung meist an enge Grenzen gebunden. Mit dem Inkrafttreten des Bundesgesetzes wird aber ihre Mitwirkung an der Kinderversicherung intensiver werden. Viele Kassen, ermuntert durch die für die Kinder vorgesehenen Bundesbeiträge, dehnen ihre Tätigkeit über den Rahmen der Erwachsenen aus und gründen sogar, wie der christlichsoziale Krankenkassenverband, eigentliche, von der Mutterkasse verwaltete Kinder-Krankenkassen; andere

Kassen, um ihren Mitgliederbestand zu vermehren, verpflichten sich vertraglich Gemeinden gegenüber, alle in der Gemeinde dem Versicherungszwang unterstellten Kinder als versicherte Mitglieder aufzunehmen. Dann aber werden auch, immer dank der fördernden Wirkung der Bundesbeiträge, zahlreiche neue Kassen unter anderem auch in abgelegenen, schwer zugänglichen Gegenden gegründet, die sehr häufig die ganze Bevölkerung ihres Tätigkeitsgebietes ohne Rücksicht auf Alter versichern und auf diese Weise dazu beitragen, die Segnungen einer zweckmäßigen und billigen Krankenpflege in die entlegensten Täler unserer Alpenkantone zu verbreiten. Wir erwähnen insbesondere die in den letzten Jahren in verschiedenen Talschaften des Kantons Wallis errichteten Kassen, die in der Regel das neugeborene Kind der versicherten Mutter mit Zustimmung derselben ohne weiteres als Mitglied betrachten.

Diese regsame Tätigkeit der Krankenkassen wird durch die öffentlichen Kassen ergänzt und unterstützt. Diese durch Kantone und Gemeinden ins Leben gerufenen Institutionen haben vornehmlich die Durchführung der obligatorischen Krankenversicherung zur Aufgabe. Sie wollen mit andern Worten den im betreffenden Kantone oder in der betreffenden Gemeinde dem Versicherungszwang unterstellten Personen die Möglichkeit geben, durch die Mitgliedschaft bei der öffentlichen Kasse ihrer Versicherungspflicht zu genügen. Da dieser Versicherungszwang, wie er bis anhin aufgestellt worden ist, einen Unterschied zwischen Kindern und Erwachsenen nicht macht, also die von ihm betroffenen Bevölkerungskreise von der Geburt an erfaßt, ist ohne weiteres klar, daß die öffentlichen Kassen sich in ganz hervorragendem Maße an der Durchführung der Kinderversicherung beteiligen. Ohne auf Einzelheiten einzutreten, ist in diesem Zusammenhange vor allen Dingen auf die schon im Jahre 1914 gegründete *O e f f e n t l i c h e K r a n k e n - k a s s e* des Kantons Basel-Stadt hinzuweisen, die mit der Familie auch die unerwachsenen Kinder derselben aufnimmt und ihren Mitgliedern weitgehende Krankenpflegeleistungen verabfolgt. Dank den bedeutenden Beiträgen des Kantons Basel-Stadt und dem durch ihn eingeführten Versicherungsobligatorium für gewisse Bevölkerungskreise hat sich dieses Institut zu einer der größten Krankenpflegekassen der

Schweiz entwickelt und versicherte auf Ende 1918 nicht weniger als rund 20,000 Kinder. Zu erwähnen sind ferner die Gemeindekrankenkassen des Kantons St. Gallen — 88 an der Zahl — die zwecks Durchführung des die sogenannten Aufenthalter (Kinder und Erwachsene) umfassenden Versicherungszwanges errichtet wurden, sodann die Gemeinde- und Bezirkskassen des Kantons Appenzell A.-Rh., der den Versicherungszwang in analoger Weise wie St. Gallen abgegrenzt hat, und endlich die Kassen der Gemeinden Olten, Biberist und Niedergerlafingen im Kanton Solothurn und Meggen im Kanton Luzern, welche entweder allgemein alle Kinder, wie Biberist und Niedergerlafingen, oder nur die Kinder von Eltern bis zu einer gewissen Einkommens-, bzw. Vermögensgrenze, wie Olten und Meggen, dem Obligatorium unterstellen. Im Kanton Graubünden, der auf dem Gebiete der Krankenversicherung in den letzten drei Jahren gewaltige Fortschritte zu verzeichnen hat, wurde von zahlreichen Gemeinden oder Kreisen das Problem der Kinderversicherung dadurch auf einfache Weise gelöst, daß der Versicherungszwang in der Regel auf die ganze ortsansässige Bevölkerung ohne Rücksicht auf Alter und Vermögen ausgedehnt wurde, mit gleichzeitiger Gründung von Gemeinde- und Kreiskassen. Ganz analog ist in jüngster Zeit der Kanton Tessin vorgegangen, wo eine Gemeinde um die andere sich gegenwärtig anschießt, entweder allein oder zu einem sogenannten Arztkreis vereint, Kassen zu gründen für die Durchführung der ebenfalls auf die ganze Bevölkerung vom jüngsten Alter an ausgedehnten obligatorischen Krankenversicherung.

Ein ziffernmäßiges Bild über die Mitwirkung der privaten und öffentlichen Krankenkassen an der Kinderversicherung gestattet die für das Jahr 1917 aufgestellte Statistik des Bundesamtes für Sozialversicherung, aus welcher hervorgeht, daß von den auf Ende des genannten Jahres anerkannten 777 privaten und öffentlichen Kassen deren 209, also rund 27 % sämtlicher anerkannten Kassen, Personen unter 15 Jahren offen standen. Da die Zahl der Krankenpflegekassen, die für die Kinderversicherung einzig in Frage kommen, im Steigen begriffen ist, besonders infolge der zahlreichen im Jahre 1918 gegründeten öffentlichen Versicherungseinrichtungen, darf jetzt schon be-

hauptet werden, daß auch die Zahl der die Kinderversicherung betreibenden Kassen zugenommen hat.

Bei der zweiten Gruppe von Versicherungsträgern, bei denjenigen Kassen also, die unmittelbar und ausschliesslich die Kinderversicherung betreiben, ist die Entwicklung die, daß zuerst die Privatinitiative, dem vorhandenen Bedürfnis entsprechend und dem kantonalen oder kommunalen Gesetzgeber vorausgehend, Institute geschaffen hat, die einer gewissen Originalität nicht entbehren. Außer den bereits schon genannten, in der Zentral- und Ostschweiz verbreiteten Kinderkrankenkassen des christlichsozialen Krankenkassenverbandes sind hier insbesondere die in verschiedenen Gemeinden des Kantons Freiburg bestehenden Schulhilfevereine (*sociétés scolaires de secours mutuels*) zu nennen. Diese durch gleichlautende Satzungen geregelt und durch einen sogenannten Garantievertrag miteinander verbundenen Kassen sind zwar als Vereine rechtlich von der Schule unabhängig, stehen aber mit ihr insofern in engstem Zusammenhang, als ihre Organe unter anderm aus Vertretern der Lehrerschaft bestellt und dadurch indirekt durch die Schule verwaltet werden. Sie stehen allen Schulkindern vom 5. bis zum 16. Altersjahre der betreffenden Gemeinde offen. Den Verkehr zwischen der Kasse und den Versicherten vermittelt die Lehrerschaft, die die wöchentlich zu entrichtenden Beiträge einkassiert und sie am Ende des Monats der Kasse abliefert. Der Mitgliederbestand der sieben anerkannten Schulvereine dieser Art betrug auf Ende 1918 zirka 1100 Kinder, wovon einzig ungefähr 800 Kinder auf die Stadt Freiburg entfallen. Das Gegenstück zu diesen Einrichtungen bildet die *Schülerkrankenkasse Kreuzlingen*, nur daß dieses als Stiftung organisierte Institut insofern in engster Beziehung mit der Schule steht, als die Schulgemeindeversammlung die Vertretung der Versicherten übernimmt. Auch hier wirken Lehrer und Lehrerin an der Versicherung durch Entgegennahme der Anmeldung zum Beitritt, durch Erhebung der Beiträge und durch Kontrolle der erkrankten Mitglieder ihrer Schule mit. Mitglied der Kasse können alle schulpflichtigen, in der Schulgemeinde Kreuzlingen wohnenden Kinder werden.

Das in der Form von privatrechtlichen Schulkrankenkassen zum Ausdruck kommende Bedürfnis nach einer Kinder- bzw. Schülerkrankenversicherung sowie auch die Erkenntnis, daß auf dem Boden der privaten Initiative und der Freiwilligkeit diesem Bedürfnisse nicht im vollen Maße entsprochen werden könne, mußte naturgemäß zu einer kantonalen Spezialgesetzgebung führen. So sehen wir denn auch, daß sehr bald verschiedene Kantone, wie vor allen Dingen Solothurn und Waadt, auf dem Gebiete der Schul- und Kinderversicherung legisferieren. Dabei geht jeder von ihnen seine eigenen Wege, so daß wiederum die durch diese Spezialgesetzgebung geschaffenen Institutionen, obwohl sie letzten Endes alle auf der gleichen Grundlage ruhen, von Kanton zu Kanton wesentlich abweichen.

Im Kanton Solothurn machte sich schon seit dem Jahre 1913 eine starke Bewegung zugunsten einer weitgehenden staatlichen Förderung der Kinderversicherung geltend. Diese Bewegung, an deren Spitze neben gemeinnützigen Gesellschaften auch die Krankenkassen standen, führte im Dezember 1915 zur Verwerfung des in dieser Beziehung als ungenügend gefundenen Einführungsgesetzes und veranlaßte die Behörden, eine zweite Vorlage im Sinne einer weitherzigen Subventionierung der Kinderversicherung umzuarbeiten. Diese vom Volk schließlich im Januar 1917 als Gesetz betr. die Einführung der Kranken- und Unfallversicherung angenommene Vorlage sieht denn auch in bezug auf die Kinderversicherung folgende Hauptgrundsätze vor:

1. Die Gemeinden sind berechtigt, das Obligatorium der Schüler- oder allgemeinen Kinderversicherung, ohne Rücksicht auf die Einkommensverhältnisse der Eltern, der Kinder oder anderer Unterstützungspflichtiger einzuführen, wobei die die Einführung des Obligatoriums beschließenden Gemeinden entweder durch Verträge mit privaten anerkannten Krankenkassen allen Versicherungspflichtigen den Eintritt in eine solche Kasse zu ermöglichen oder aber eine öffentliche Kasse zu errichten haben.

2. Zur Förderung der Kinder-Krankenversicherung gewährt der Kanton an die bei anerkannten öffentlichen oder privaten Krankenkassen obligatorisch oder freiwillig versicherten Kinder einen jährlichen Beitrag von Fr. 1.—, der für die obligatorisch

Versicherten auf Fr. 1.30 erhöht wird, sofern die Wohngemeinde auch ihrerseits einen jährlichen Beitrag von wenigstens 70 Cts. per Kind übernimmt. Endlich kann der kantonale Beitrag für obligatorisch oder freiwillig versicherte Kinder um höchstens 50 Cts. erhöht werden, wenn infolge weiter Entfernung vom nächstwohnenden Arzte die Kosten der ärztlichen Pflege und infolgedessen die Versicherungsprämie außerordentlich hoch sind.

Diese Grundsätze veranlaßten eine Gemeinde um die andere, die Kinderversicherung obligatorisch zu erklären und sie durch besondere Gemeindebeiträge zu unterstützen. Hierbei wurde in der Regel der Versicherungszwang für alle Kinder der betreffenden Gemeinde eingeführt, mit Ausnahme der Gemeinden von Solothurn und Olten, die ihn auf die Kinder von Eltern mit einem Jahreseinkommen von weniger als 5000 Franken beschränken. Die Durchführung der obligatorischen Versicherung erfolgte dadurch, daß die Mehrzahl der Gemeinden von der Errichtung eigener Kassen Umgang nahmen und vertraglich bestehenden anerkannten Krankenkassen die Versicherung der dem Versicherungszwang unterstellten Kinder übertrugen. Einzig in den Gemeinden Olten, Biberist und Niedergerlafingen bestehen bis anhin, wie bereits erwähnt, öffentliche Krankenkassen, wobei diejenige von Niedergerlafingen ausschließlich Kindern vom 2. bis zum zurückgelegten 14. Altersjahre offen steht und deshalb eine reine Kinder-Krankenkasse darstellt.

Grundverschieden ist die gesetzliche Regelung der Frage im Kanton Waadt, der als erster der Kinderversicherung eine besondere Fürsorge angedeihen ließ. Hierzu mag der Umstand beigetragen haben, daß in diesem Kanton schon seit dem Jahre 1907 eine kantonale Fürsorgeorganisation bestand, die Kantonale Altersrentenkasse mit den ihr zur Seite stehenden lokalen Gegenseitigkeitsvereinen und Schülerhilfskassen (sogenannte *mutualités scolaires*), welche letztere den Abschluß von Alterspensionen besonders unter der Schuljugend zu fördern bezweckten. Wollte der Gesetzgeber neben der Altersfürsorge auch die Krankenversicherung den Kindern zugänglich machen, so erschien ihm als gegeben, an die bestehende Organisation anzuknüpfen und sie gleichsam auf die Krankenversicherung auszuweiten. Deshalb gründete er mit Gesetz vom 31. August 1916, abgeändert und ergänzt im Jahre 1918, eine kantonale

Kinderkrankenversicherungskasse (Caisse cantonale vaudoise d'assurance infantile en cas de maladie), die zwar mit eigener juristischer Persönlichkeit ausgestattet ist, aber von der bestehenden Altersrentenkasse verwaltet wird. Analog gegliedert wie letztere, zerfällt die kantonale Kinderversicherungskasse in Sektionen — ebenfalls mutualités scolaires genannt — die mit der Genehmigung der Gemeindebehörden in allen Gemeinden oder Gemeindeverbänden des Kantons gegründet werden, sofern sich wenigstens 10 Schüler anmelden. Diese Sektionen nehmen einzig die schulpflichtigen Kinder der betreffenden Gemeinde oder des Gemeindeverbandes auf, wodurch die Kasse zu einer öffentlichen, rechtlich von der Schule unabhängigen Schülerkrankenkasse gestempelt wird. Der Beitritt zu einer Sektion ist grundsätzlich freiwillig, jedoch sind die Gemeinden bzw. Gemeindeverbände befugt, die Versicherung für alle schulpflichtigen Kinder obligatorisch zu erklären, mit der weiteren Maßgabe, daß, sobald sich der Mitgliederbestand der Kasse auf 25,000 Kinder beläuft, der Staatsrat ermächtigt ist, den Versicherungszwang für alle Schüler der öffentlichen und der ihnen gleichgestellten privaten Schulen des ganzen Kantons einzuführen. Da die kantonale Schulkinderkasse zur Stunde bereits mehr als 25,000 Versicherte zählt (wovon rund 15,000 unter Versicherungszwang) wäre der Staatsrat des Kantons Waadt jetzt schon berechtigt, von der ihm zustehenden Befugnis Gebrauch zu machen. Der Kanton selbst beteiligt sich in sehr weitgehendem Maße an der Kinderversicherung und zwar unter anderm neben der Übernahme der Verwaltungskosten der kantonalen Kasse durch die Gewährung von Beiträgen in der Höhe der Bundesbeiträge, also Fr. 3.50 bzw. Fr. 4.— jährlich für jedes Kind.

Daß der Kanton Waadt mit dieser neuen, sozialen Einrichtung eine glückliche Hand gehabt hat, beweist ihre überaus erfreuliche Entwicklung, indem gegenwärtig nach kaum zweijährigem Bestande die kantonale Kasse, wie bereits erwähnt, mehr als 25,000 Kinder versichert, die sich auf insgesamt 172 Sektionen verteilen, wovon 57, also $\frac{1}{3}$, obligatorischen Charakter haben. Ganz abgesehen davon, liegt aber das Verdienst des waadtländischen Gesetzgebers auch darin, daß sein initiatives Vorgehen auf dem Gebiete der Kinder- bzw. Schulversicherung

stimulierend auf die beiden Nachbarkantone Genf und Freiburg wirkte und sie veranlaßte, auch ihrerseits dieser Frage näherzutreten. So hat der Kanton Genf kürzlich, am 11. Oktober 1919, ohne Opposition ein Gesetz betreffend die obligatorische Schülerkrankenversicherung angenommen, das insofern weitergeht als das waadtländische Gesetz, als die Schülerversicherung grundsätzlich obligatorisch erklärt wird. Zum Zwecke der Durchführung des Versicherungszwanges wird eine unter der Aufsicht des Staates stehende kantonale Schülerkrankenkasse mit eigener Persönlichkeit geschaffen, welcher alle Kinder schweizerischer oder ausländischer Nationalität angehören müssen, die die öffentlichen oder privaten Kinder-, Primar- oder Sekundarschulen des Kantons besuchen, es sei denn, daß sie bereits bei einer andern anerkannten Krankenkasse versichert sind. Im Kanton Freiburg liegt gegenwärtig vor dem Großen Rat ein Gesetzesentwurf betr. Einführung der obligatorischen Krankenversicherung für alle schulpflichtigen Kinder, welcher Entwurf die Gründung eines kantonalen Institutes unter dem Namen «Mutuelle des scolaires» vorsieht mit regionalen, durch Lehrerschaft, Schul- und Gemeindebehörden verwalteten Kassen. Dieser Entwurf soll demnächst zu Ende beraten und schon auf den 1. Januar 1920 in Kraft treten.

Diese überaus regsame gesetzliche Tätigkeit, die wir gegenwärtig in der Westschweiz feststellen können, ist um so bezeichnender für das Bedürfnis nach einer Kinder- bzw. Schülerversicherung, als der kantonale Gesetzgeber in den wenigsten Fällen in der Lage ist, die voraussichtlichen Kosten der Versicherung auf Grund zuverlässiger statistischer Angaben zu berechnen. Eine allgemeine, sich über eine genügend große Zahl von Fällen ausdehnende Kinder-Krankenversicherungsstatistik ist in der Tat in der Schweiz nicht vorhanden, so daß weder die durchschnittliche Zahl der Krankentage beim Kinde, noch die Durchschnittskosten der Krankheit und noch viel weniger der Einfluß des Geschlechts auf diese einzelnen Faktoren durch wirklich zuverlässige, von Zufälligkeitsmomenten unabhängige statistische Daten festgestellt werden können. Die Schuld daran liegt zum größten Teil bei den die Kinderversicherung betreibenden Krankenkassen selbst, von denen die weitaus größte Zahl,

offenbar weil der Wert einer brauchbaren Kinder-Krankenstatistik unterschätzt wird, es noch immer unterläßt, die auf die Kinder bezüglichen Daten auszuscheiden und sie nach bestimmten, gemeinschaftlichen Gesichtspunkten zu behandeln. Trotz der Lückenhaftigkeit des statistischen Materials kann aber doch mit Sicherheit festgestellt werden, daß, entgegen einer viel verbreiteten Meinung, die durchschnittliche Krankheitsdauer beim Kinde sich nicht wesentlich günstiger stellt als beim Erwachsenen, indem sie allerdings niedriger ist als die durchschnittliche Zahl der Krankentage bei den Frauen, aber ungefähr der durchschnittlichen Krankheitsdauer der männlichen über 14 Jahre alten Versicherten gleichkommt. Dies wird unter anderm bestätigt durch die Statistik der St. Galler-Gemeindekrankenstellen für das Jahr 1917, bei welchen die Zahl der erkrankten Mitglieder bei den Kindern 39,6 %, bei den Männern 37,6 % und bei den Frauen 50,5 % der betreffenden Mitgliederkategorie betrug. Wenn mithin grundsätzlich angenommen werden darf, daß die durchschnittliche Dauer der Krankheit bei Kindern derjenigen der erwachsenen männlichen Versicherten entspricht, so können die jährlich auf das Kind entfallenden durchschnittlichen Krankheitskosten indirekt dadurch roh berechnet werden, daß auf die für die männlichen Versicherten gefundenen Werte abgestellt wird. Gemäß der Krankenkassenstatistik schwankt die durchschnittliche Krankheitsdauer im Jahr um die Zahl von sieben Tagen. Schätzt man die Durchschnittskosten für Krankenpflege auf täglich 2 Franken, so betragen diese Kosten jährlich 14 Franken für jedes Kind, welcher Betrag kaum wesentlich von den für die waadtländische Schulkrankenstelle ermittelten Durchschnittskosten von Fr. 10.65 abweicht, wenn man in Berücksichtigung zieht, daß die dieser Kasse eingeräumten Taxen für ärztliche Behandlung und Arznei äußerst günstig sind. Was endlich die erforderliche Prämie anbelangt, um diese Durchschnittskosten von jährlich Fr. 14.— zu decken, so wird sie monatlich auf Fr. 1.— bis Fr. 1.20 oder, unter Abzug des Bundesbeitrages, auf 70 bis 90 Rappen festzusetzen sein, wobei dann noch eine im umgekehrten Verhältnis zu der Zahl der versicherten Kinder einer und derselben Familie stehende bescheidene Reduktion der Beiträge platzgreifen kann.

2. Allgemeine Grundsätze über die Gestaltung der Kinderversicherung.

Nach dieser kurzen Übersicht über die bestehende Organisation der Kinder- bzw. Schülerkrankenversicherung erübrigt uns noch, die allgemeinen Grundsätze anzuführen, die *de lege ferenda* für die Gestaltung der Kinderversicherung wegleitend sind. Dabei gehen wir davon aus, daß diese Versicherung zwei Erfordernissen zu entsprechen hat, einmal soll sie dem vorhandenen Versicherungsbedürfnis in weitgehendem Maße genügen, also wirtschaftlich zweckmäßig sein, und sodann muß sie als Zweig der Sozialversicherung technisch so eingerichtet werden, daß sie sich leicht und harmonisch einer allfällig kommenden allgemeinen Krankenversicherung und damit auch dem ganzen System der Sozialversicherung anpassen läßt. Damit die Kinderversicherung diesen Erfordernissen gerecht werden kann, muß sie unseres Erachtens *obligatorisch, allgemein und autonom*, d. h. von der Schule unabhängig sein.

Was vorerst die Frage des *Zwanges* oder der *Freiwilligkeit* der Versicherung anbelangt, so dürfte es nicht schwer sein, sich für das Obligatorium zu entscheiden, nachdem sich selbst die durch das individualistische Empfinden der Westschweiz beeinflusste Gesetzgebung der Kantone Waadt und Genf zugunsten des Zwanges, erstere indirekt, letztere direkt ausgesprochen hat, und nachdem sich auch im Ausland, besonders in Frankreich, das System der Freiwilligkeit als wirkungslos erwiesen hat, um die Fürsorge in die breiten Massen des Volkes, die ihrer am ehesten bedürfen, zu tragen. Tatsächlich kann die Kinderversicherung nur dann wirklich sozial und wirtschaftlich sein, wenn sie *alle* Kinder ohne Rücksicht auf ihre ökonomische Stellung und ihren Gesundheitszustand zwangsweise erfaßt. Zudem gestattet der Zwang dadurch, daß er alle Beteiligten heranzieht, den bestmöglichen Ausgleich der Risiken, was wiederum eine Verminderung der Versicherungslasten und eine Verbilligung der Beitragsleistungen im Gefolge hat. Endlich spricht zugunsten der obligatorischen Versicherung, daß das durch den Zwang gebildete feste Gefüge der Versicherten einerseits und die den Versicherungsstellen mit dem staatlichen Zwang übertragenen behördeähnlichen Befugnisse andererseits letztere in Stand setzen, auf dem Gebiete der Krankheitsverhütung viel

durchgreifendere und wirksamere Maßnahmen zu treffen, als die Organe einer bloß freiwilligen Versicherung es zu tun in der Lage wären. Es mag allerdings zugegeben werden, daß die Zwangsversicherung, wie überhaupt jeder Zwang, keine ideale Maßregel bedeutet und im ersten Augenblicke als ein unerwünschter Eingriff in die persönliche Handlungsfreiheit empfunden wird. Aber solange kein anderes Mittel zu Gebote steht, um die dem Eindringen der Krankenfürsorge in die weiten Massen der wirtschaftlich Schwachen entgegenstehende Gleichgültigkeit zu überwinden, glauben wir, daß die Frage der Kinder-Krankenversicherung in sozial gerechter und wirtschaftlich zweckmäßiger Weise nur auf dem Wege des Zwanges gelöst werden kann.

Die Kinderversicherung soll aber nicht nur Zwangscharakter haben, sie soll auch eine *a l l g e m e i n e* sein, d. h. sie soll sich auf *a l l e K i n d e r* vom 1. bis zum zurückgelegten 14. Altersjahr erstrecken. Damit ist auch gesagt, daß die Kinderversicherung der Schülerversicherung, d. h. der einzig die Kinder im schulpflichtigen Alter erfassenden Versicherung vorzuziehen ist. Zwar muß unumwunden zugegeben werden, daß die Schülerversicherung als solche vom Standpunkte der Volkshygiene einen bedeutenden Fortschritt bedeutet, und daß sie ganz besonders geeignet ist, den Gedanken der Versicherung und der sozialen Fürsorge unter die reifere Jugend zu verbreiten. Es ist aber nicht einzusehen, weshalb der Säugling und das kleine Kind, die doch mindestens im gleichen Maße der Krankheit ausgesetzt sind wie die schulpflichtige Jugend, nicht auch derselben Fürsorge teilhaftig werden sollten. Gerade die ersten Lebensjahre sind für die spätere Gesundheit ausschlaggebend, weshalb auch die durch das Mittel der Versicherung gewährte Krankenpflege erst dann ihre vollen Früchte tragen wird, wenn sie nicht erst im schulpflichtigen Alter, sondern schon früher einsetzt und krankheitverhütend wirkt. Wollte man die Schülerversicherung mit dem Hinweis auf die Schule als bereits bestehende Institution und insbesondere auf die nützlichen Dienste, die der Lehrer auf dem Gebiete der Versicherung leisten kann, rechtfertigen, so ist demgegenüber festzustellen, daß, wenn auch die Schule sehr wohl gewisse Funktionen der Versicherung ausüben kann, dieser Umstand allein die Beschränkung der Wohltat der Versicherung

einzig auf die schulpflichtige Jugend nicht zu begründen vermag. Die Versicherung soll mit andern Worten nicht der Schule, sondern des Kindes willen eingeführt werden. Gegenstand der Versicherung ist das Kind, und der mehr äußere Umstand, daß es schulpflichtig ist, mag allfällig für die formelle Art der Durchführung der Versicherung berücksichtigt werden, darf aber für die Bestimmung ihres Umfanges nicht ausschlaggebend sein.

Die dritte oben genannte Bedingung, daß nämlich die Kinderversicherung autonom, d. h. unabhängig von der Schule sein soll, ist gleichsam die logische Konsequenz der von uns postulierten allgemeinen Kinderversicherung. Weil die Versicherung ihrem Wesen und ihrem Zwecke nach nicht auf die schulpflichtigen Kinder beschränkt werden soll, dürfen auch deren Träger nicht mit der Schule identifiziert werden. Die Schülerversicherung stellt unseres Erachtens nur das erste Stadium einer Entwicklung dar, die mit der Zeit notwendig zur allgemeinen Kinderversicherung führen wird. Muß demnach mit dieser Möglichkeit gerechnet werden, so kann das Vorhandensein von Schulkrankenkassen, d. h. von unmittelbar durch die Schulbehörden betriebenen Kassen organisatorisch insofern der Einführung der allgemeinen Kinderversicherung hinderlich sein, als Schulkassen ihrer Natur nach als Versicherungsträger für die vorschulpflichtigen, dem Versicherungszwang zu unterstellenden Kinderkategorien nicht verwendet werden können. Es wird deshalb der Gesetzgeber vor die Alternative gestellt, entweder die Schulkassen ganz abzuschaffen und die Kinderversicherung auf eine neue, allgemeinere Grundlage zu stellen — und dann hat es überhaupt keinen Sinn, solche Kassen zu gründen — oder aber die Schulkassen zu belassen und neben denselben noch andere Versicherungsträger für die noch nicht schulpflichtigen Kinder zu bezeichnen. Diese Lösung bietet den Nachteil, daß sie ohne Zwang die Zahl der Versicherungsträger vermehrt, wodurch auf der einen Seite der Versicherungsapparat kompliziert und verteuert und auf der andern Seite der Versichertenkreis der einzelnen Träger und mithin auch die Möglichkeit eines Ausgleiches des Risikos verringert wird. So würde im Falle der allgemeinen obligatorischen Kinderversicherung das schulpflichtig gewordene Kind genötigt sein, bei seinem Eintritt in die Schule aus der bisherigen Kasse auszutreten und

sich bei der Schulkrankenkasse anzumelden, um nach Absolvierung der Schulpflicht wiederum diese Kasse zu verlassen und allfällig in eine andere Kasse einzutreten. Diese zahlreichen Ein- und Austritte würden einen ausgedehnten Kontrolldienst bedingen und die ganze Versicherung zu einer bürokratischen, als lästig empfundenen Einrichtung gestalten. Nimmt aber der Gesetzgeber von vornherein Umgang von der Errichtung besonderer Schulkassen, so wird dadurch die Organisation der Kinderversicherung eine wesentlich einfachere, indem das bei einer bestimmten Kasse versicherte Kind auch während seiner Schulzeit und selbst nach dieser bei derselben Kasse bleiben kann, sofern natürlich kein Wohnungswechsel stattfindet. Außerdem aber erhalten die Beziehungen zwischen dem Versicherer und den Versicherten einen stabileren Charakter. Ersterer kann den Gesundheitszustand des Versicherten besser verfolgen, rechtzeitig die erforderlichen vorbeugenden Maßnahmen treffen und auch allgemein viel wirksamer auf ihn einwirken als bei einer nur kurzfristigen Mitgliedschaft. Dann aber bietet die durch selbständige Versicherungsträger betriebene Kinderversicherung den großen Vorteil, daß die Organisation und der Personenkreis der Versicherung von einander unabhängig werden, so daß selbst bei einer allfälligen Erweiterung dieses Kreises die bestehende Organisation grundsätzlich die gleiche bleiben kann. Der Gesetzgeber kann z. B., wenn er es für zweckmäßig erachtet, vorerst das Obligatorium auf die schulpflichtige Jugend beschränken, es später auf die die Kinderschulen besuchenden Kinder und hierauf allgemein auf die Kinder vom ersten Altersjahre an ausdehnen, immer wird eine von der Schule unabhängige Organisation ohne wesentliche Änderung in der Lage sein, ihren neuen Aufgaben gerecht zu werden. Wenn wir aus allen diesen Gründen als Versicherer von der Schule unabhängige Organe befürworten, so will damit nicht gesagt sein, daß die Schule der Kinderversicherung fremd und gleichgültig gegenüberstehen soll. Die Schule ist im Gegenteil in hohem Maße dazu berufen, an der Kinderversicherung mitzuwirken, einmal in pädagogisch-hygienischer Hinsicht und durch ihren, das soziale Solidaritätsgefühl fördernden Unterricht und sodann auch ganz besonders dadurch, daß sie selbst gewisse, mit ihrem Zweck vereinbare Versicherungsfunktionen ausübt,

wie z. B. die Aufsicht über den Versichertenbestand und den Bezug der Beiträge für Rechnung des Versicherers. Dagegen soll die Schule nicht selbst Träger der Versicherung sein, die ihrem Wesen und Zwecke nach für einen wesentlich weiter abgegrenzten Personenkreis bestimmt ist als der Kreis der von der Schulpflicht erfaßten Kinder.

Wenn wir zusammenfassend eine obligatorische, allgemeine und autonome Kinder-Krankenversicherung als das erstrebenswerte Ziel, als den äußern Rahmen bezeichnen, so hat dies nur den Sinn eines allgemeinen Postulates, das für die Gestaltung der Kinder-Krankenversicherung begleitend sein sollte, das aber in dieser oder jener Weise abgeschwächt werden kann, wenn lokale Verhältnisse oder gesetzestechnische Gründe es erheischen. Auch soll damit nicht etwa Kritik an der bestehenden kantonalen und Gemeinde-Gesetzgebung geübt werden. Der Gesetzgeber hat oft mit Schwierigkeiten zu kämpfen, die ihm ein Abgehen von einem einmal für richtig befundenen System aufdrängen, so daß man überhaupt schon über das froh sein kann, was in allerletzter Zeit erreicht worden ist. Und dann darf auch nicht vergessen werden, daß die Gesetzgebung über die Kinderversicherung sich noch immer in ihrem Anfangsstadium befindet. Bewährt sich der erste, vielleicht etwas zaghafte Schritt, woran wir keinen Augenblick zweifeln, so wird gewiß unser Volk auf der einmal betretenen Bahn mutig und zuversichtlich weiter-schreiten und keine Opfer scheuen, um die Kinder-Krankenversicherung immer mehr zu einer die Volksgesundheit und Volkskraft erhaltenden und fördernden Institution auszubauen.

D. Rapport de Léon Genoud,

député au Grand Conseil et directeur du Technicum de Fribourg.

Il est superflu d'indiquer la situation faite aux familles pauvres ou peu aisées en cas de maladie des enfants. Les expériences faites par l'Oeuvre fribourgeoise pour l'assistance aux enfants tuberculeux indiquaient le chemin à suivre pour y obvier. La loi fédérale du 13 juin 1911 nous y invitait.

C'est le 9 mai 1916 que l'auteur de ces lignes déposait, au Grand Conseil du canton de Fribourg, une motion invitant le Conseil d'Etat à étudier au plus tôt un projet de loi intrudisant dans tous les cercles scolaires, primaires et secondaires, l'obligation de l'assurance-maladie infantile, et ayant pour conséquence d'apporter aux enfants malades des soins moins tardifs et plus étendus, d'amener dans les familles une meilleure hygiène et de faire de la prophylaxie.

Cette motion fut acceptée et renvoyée au Conseil d'Etat qui a présenté un projet de loi à la session du Grand Conseil de mars 1919.

Disons tout d'abord que dès 1901, M. Gremaud, chef de service au Département de l'Instruction publique avait signalé dans le *Bulletin pédagogique* les heureux effets des Mutualités scolaires en France et en Belges et que, dès 1904, dans un patronage de garçons de la Ville-Basse de Fribourg, fut organisée la première mutualité scolaire établie en Suisse; elle fut étendue, l'année suivante, aux écoles de filles. En janvier 1906, il y avait déjà 596 mutualistes. Au printemps dernier, il y en avait 888 soit le 42% des enfants fréquentant l'école publique officielle. C'est l'initiateur de ces mutualités, aujourd'hui professeur et directeur de notre Institut de Physique, le Dr. Paul Joye, qui présenta au Grand Conseil le rapport sur le projet de loi, rapport auquel nous empruntons les quelques renseignements qui suivent.

Les mutualités scolaires fribourgeoises sont, depuis 1914, au bénéfice du subside fédéral. En 1918, la caisse de maladies des enfants a payé, en frais médicaux et pharmaceutiques, environ frs. 10.000.— pour le traitement du 65 % de ses adhérents. A Bulle, où il y a 211 mutualistes, la caisse a dépensé frs. 745.—.

Un grand avantage de l'assurance-maladie, c'est que la Caisse se substitue aux communes dans le paiement des frais de maladie. Nous attendons, dans le canton de Fribourg, une nouvelle loi sur l'assistance, mais le projet fédéral d'assurance invalidité et vieillesse va encore en faire reculer le dépôt.

Examinons maintenant le projet, car il n'a encore été admis qu'en premier débat. La prochaine session aura pour mission de mettre la loi sous toit et elle pourra entrer en vigueur dès le 1^{er} janvier 1920.*)

*) La loi a été votée à l'unanimité des députés présents, le 20 décembre 1919. Elle entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1921.

L'article premier désigne la nouvelle assurance sous le nom de *Mutualité scolaire* et prévoit l'organisation, en même temps, d'un service d'épargne scolaire.

L'art. 3 étend l'obligation de l'assurance à tous les élèves durant leur scolarité primaire, jusqu'à 14 ans. On laisse au Règlement le libre passage des élèves plus âgés dans une mutuelle d'adultes.

L'art. 4 prévoit que les écoles seront groupées par régions. Nous devons ici une explication. Sauf pour les agglomérations importantes, chaque région sera composée de plusieurs communes. Chaque classe formera une section de la Caisse régionale. Ce sera entre les mains du maître ou de la maîtresse (art. 5) qui y sont tenus (art. 11) que l'enfant déposera sa cotisation. Le maître versera chaque mois, au gérant régional, les montants recueillis, avec le bordereau correspondant.

Le versement d'épargne ne sera pas obligatoire.

Ainsi qu'on le voit, la Caisse régionale constituera la base fondamentale de toute l'organisation de notre assurance infantile. C'est elle qui, recevant toutes les cotisations, effectuera la séparation définitive entre les fonds appartenant à la Caisse maladies et les sommes qui représentent l'épargne, propriété des mutualistes. C'est à la caisse régionale que les médecins enverront le relevé de leurs visites et les pharmacies les factures de leurs remèdes et ce sera elle qui les leur payera (art. 12).

Un règlement déterminera, du reste, le fonctionnement de la Caisse.

La Commission cantonale déterminera la cotisation annuelle.

Une très bonne mesure a été prévue à l'art. 10: c'est que la commune de *domicile* — on sait que la loi fribourgeoise de 1869 sur l'Assistance publique prévoit l'assistance par le lieu *d'origine* — assume le paiement de la cotisation d'assurance due par les élèves pauvres de ses écoles. Elle bénéficiera dès lors des subsides accordés par la Confédération et du subside équivalent du canton.

La Caisse régionale de la mutualité scolaire sera alimentée par les cotisations des assurés; par une subvention cantonale de frs. 15.000.—, soit au moins 50 cts. par élève assuré; par la

contribution communale de 50 cts. par élève assuré; par le subside fédéral et les souscriptions et dons éventuels (art. 13).

Les prestations des caisses régionales seront garanties par le fonds cantonal de réserve dont le capital maximum est fixé par le Conseil d'Etat (art. 14).

Ce fonds de réserve est alimenté par le 15 % du subside fédéral, — par le solde non reporté de la subvention cantonale, c'est-à-dire entre le montant de 50 cts. alloué à chaque assuré et la somme globale annuelle de 15.000 frs. accordée à la Caisse régionale ou à l'Union des Caisses régionales; enfin par les dons et legs.

Ici encore, notre Directeur de l'Instruction publique a agi en père de famille prévoyant, en réservant (art. 15) que lorsque le fonds de réserve cantonal aura atteint son maximum, les ressources qui l'alimentent pourront servir à la constitution d'un fonds cantonal de prophylaxie sanitaire en faveur de l'enfance, mis à la disposition de la Commission cantonale.

La Banque d'Etat sera chargée du service financier de la mutualité scolaire et de la gestion des fonds cantonaux de réserve et de prophylaxie (art. 16), qui sera soumise chaque année à l'approbation du Grand Conseil.

Ainsi que je l'ai dit en commençant, la loi entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1921; mais un délai de cinq ans est accordé pour l'organisation obligatoire de l'assurance dans les localités où elle n'est pas encore introduite.

Voilà donc en quelques mots l'économie de la loi.

L'obligation de l'assurance infantile sera d'un grand secours pour les sociétés de secours mutuels pour adultes où certainement entrèrent en masse nos enfants à leur libération de l'âge scolaire.

Ce sera un grand bienfait économique pour les communes et un grand acte social en faveur de notre jeunesse.

E. Korreferat von W. Gisiger,

Direktor der Stadtschulen von Solothurn.

Die Kinderversicherung zählt zu den allerwertvollsten Fürsorgemaßnahmen für die Jugend. Diese Behauptung ist für mich im Laufe vieler Jahre zum unumstößlichen Erfahrungsgrundsatz geworden. Als Vorsitzender einer der größeren Krankenkassen unseres Landes habe ich Tausende von ärztlichen Attesten durchsehen müssen, und dabei ist mir bewußt geworden, daß in sechzig und mehr Fällen von hundert der in ärztliche Behandlung gekommenen Leiden, deren Keim in der Jugendzeit des Kranken entstanden ist, und daß in fast ebensoviel Fällen die Vernachlässigung infolge von finanzieller Not der Eltern oder gar aus übertriebener Sparsamkeit das Chronischwerden der Krankheiten verschuldet hat, nicht zu reden von den vielen Fällen, in denen die Aufklärung mangelte. Wenn die Leute ihren und ihrer Familie Unterhalt verdienen müssen und durch irgend einen Defekt hieran fühlbar verhindert werden, dann denken sie an Gegenmaßregeln und auch an die Versicherung gegen gesundheitliche Schäden. Daß sie dann für die Krankenkassen schlechte Risiken bilden, berührt uns hier nicht aus materiellen Gründen, wohl aber deshalb, weil sie nicht mehr vollwertige Mitglieder der Menschheit sind, weil sie unzufrieden mit der Welt und sich selbst werden und dadurch auch ihre Angehörigen unglücklich machen, weil sie vorzeitig invalid werden und der Gesamtheit oder doch der Familie zur Last fallen, während ein rechtzeitiges Zutun ihnen einen starken Körper, ein zufriedenes Gemüt und ein hohes Alter hätte verschaffen können. Ich habe erfahren, daß je jünger der Patient ist und je rascher die ärztliche Hilfe eintritt, umso eher die Heilung erfolgt. Aus dieser Erkenntnis heraus haben 1916 die solothurnischen Krankenkassen von der Regierung nicht die finanzielle Unterstützung der allgemeinen Krankenversicherung und auch nicht deren Obligatorischerklärung verlangt, als das kantonale Einführungsgesetz zur Kranken- und Unfallversicherung vom 13. Juni 1911 zur Behandlung kam, sondern sie forderten vor allem die Einführung und Subventionierung der Kinderversicherung. Der Regierungs- und der Kantonsrat wollten die geäußerten Wünsche nicht er-

hören, weil finanzielle Bedenken vorhanden waren. Das Volk hat das Gesetz mit wuchtigem Mehr abgelehnt, weil es den Krankenkassen recht gab. Und die Regierung war genötigt, wollte sie die zweite Vorlage durchbringen, dem Verlangen der Gemeinnützigen Gesellschaft und der Krankenhilfsvereine, die einig gingen, auf Unterstützung der Kinderversicherung zu entsprechen. Es genügte, daß in das vorher abgelehnte Gesetz die Bestimmungen eingefügt wurden:

1. Das Obligatorium der Schüler- oder allgemeinen Kinderversicherung kann von den Gemeinden eingeführt werden ohne Rücksicht auf das Einkommen der Eltern, und

2. der Kanton gewährt an die bei anerkannten öffentlichen oder privaten Krankenkassen obligatorisch oder freiwillig versicherten Kinder einen Beitrag von Fr. 1.— pro Kind und Jahr, bzw. Fr. 1.30, wenn die Gemeinde auch ihrerseits einen Beitrag von wenigstens 70 Rappen gewährt,

um der revidierten Vorlage ein Jahr später (21. Januar 1917) zu einer glänzenden Annahme zu verhelfen.

Heute schon, nach kaum anderthalb Jahren, haben wir in der obligatorischen Kinderversicherung bedeutende Erfolge errungen. Von den 132 Gemeinden des Kantons haben zur Zeit schon etwa die Hälfte das Obligatorium eingeführt und viele andere sind im Begriffe, es zu tun. Gegen 18,000 Kinder genießen bereits in unserm Kanton die Wohltat der Krankenversicherung.

In dem vom Volke gutgeheißenen Gesetze steht der Passus, wenn wenigstens die Hälfte der Gemeinden, welche mindestens die Hälfte der Gesamtbevölkerung umfassen, die obligatorische Krankenversicherung allgemein oder für einzelne Bevölkerungskreise eingeführt habe, könne der Kantonsrat auf dem Verordnungswege das kantonale Obligatorium verfügen. In einem Jahre schon wird voraussichtlich der Zeitpunkt gekommen sein, das allgemeine Obligatorium für die Kinderversicherung zu erlassen; derart ist ihr Nutzen den Behörden und Familienvätern klar geworden. Fördernd haben natürlich auch die Grippeepidemie und bei uns ziemlich stark aufgetretene Kinderkrankheiten, wie Masern etc. gewirkt.

Ich brauchte vorstehend immer den Ausdruck «Kinderversicherung» und nicht «Schülerversicherung». Obgleich das

Einführungsgesetz die letztere zuläßt, hat doch bis anhin keine Gemeinde nur die Schüler versichert; denn die Erfahrung, die wir mit der früheren freiwilligen Versicherung gemacht haben, hat gelehrt, daß die Krankenversicherung umso nützlicher wirkt, je früher sie einsetzt. Mir persönlich scheint das sonst sehr gute Gesetz des Kantons Waadt hier nicht weit genug gegangen zu sein. Da es sich nicht um Versicherungsleistungen in Bargeld handeln kann, sondern nur um ärztliche Behandlung und Arznei, so ist die von Herrn *Dr. Delay* in These 4 erwähnte Beaufsichtigung, soweit sie sich nicht auf die Funktionen des Schularztes und auf die nicht von diesem zu besorgende medizinische Behandlung bezieht, kaum von dringender Notwendigkeit. Auch die Organisation bietet, wenn sie sich auf sämtliche Kinder erstreckt, keine größern Schwierigkeiten, als wenn sie nur die Schüler und nicht alle Kinder zu umfassen hat. Als wir erst die freiwillige Versicherung hatten, versicherten wir nur die schulpflichtigen Kinder (6.—15. Altersjahr). Bei Einführung des Obligatoriums setzten wir die untere Altersgrenze auf 1 Jahr hinunter und seit diesem Sommer versichert die kantonale Krankenkasse Solothurn auf Wunsch von ärztlicher Seite die Kinder vom ersten Lebenstage an. Die Befürchtungen, die wir zuerst in bezug auf die Versicherung der vorschulpflichtigen Kinder auch hatten, zerstreuten sich rasch, die finanziellen Folgen waren keine schlimmen; denn heute noch kommen wir durchschnittlich pro Kind und Jahr mit 9 Franken, worin Bundes-, Kantons-, Gemeinde- und Elternbeitrag inbegriffen sind, aus, um die Kosten der ärztlichen Behandlung und Arznei, inkl. Spital- und Sanatoriumsaufenthalten zu decken. Das Spital zahlen wir ganz, an die Kuren auf Bergen und in Sanatorien geben wir einen angemessenen Beitrag, der zusammen mit dem Zuschuß der Frauenliga zur Bekämpfung der Tuberkulose für die Bestreitung der Kurkosten bedürftiger Kinder ausreicht. Wir kommen also wesentlich billiger aus als Genf dies zu tun glaubt, da es pro Jahr und Kind insgesamt Fr. 15.— Beiträge vorgesehen hat. Die vom Bund anerkannten Krankenkassen haben pro 1917 und pro Kind durchschnittlich Fr. 7.44 (Versicherungsleistungen für 180/360 Tage) ausgegeben. Es ist möglich und wahrscheinlich, daß wegen der eintretenden Erhöhung der Ärztetarife und wegen Aufhebung der untern Altersgrenze die Prämien etwas erhöht werden

müssen. Aber nicht die Kosten dürfen, sondern der Wert muß den Ausschlag geben, wenn Menschenleben in Frage kommen. Deshalb möchte ich Sie ersuchen, für die Kinderversicherung einzutreten und nicht für die Schülerversicherung. Das Gute darf auch hier nicht der Feind des Bessern sein!

Man kann meines Erachtens dem Schularzt, welche ausgezeichnete Institution wir nächstens auch einzuführen gedenken, das Recht der Zuweisung der Schüler an die Ärzte auf Kosten der Krankenversicherung auch dann einräumen, wenn man die allgemeine Kinderversicherung hat, gerade so gut, wie wir die Schulzahnklinik mit der letztern verbinden werden. Dafür, daß die jüngern Kinder auch in ärztliche Behandlung kommen, wenn es nötig ist, werden die Eltern sicher sorgen, wenn diese kostenlos ist.

In allen andern Dingen stimme ich den Thesen von Dr. Delay voll und ganz zu.

Die Verwaltung der Kinderversicherung, welche Frage Inspektor Henchoz in These 11 berührt, haben wir vom Schulbetrieb gänzlich getrennt, dadurch ist allerdings die Versicherung um jeden Einfluß auf die Charakterbildung gekommen. Dort, wo das allgemeine Obligatorium eingeführt ist, sollte man mit allen Mitteln auf die erzieherische Einwirkung hinzielen. Wo aber die Versicherungspflicht von der Höhe des elterlichen Einkommens abhängig gemacht ist, wie dies zum Beispiel in den Städten Solothurn und Olten zutrifft, da ist es wohl besser, wenn sie nicht in den Vordergrund tritt, damit die Kinder die sozialen Unterschiede weniger zu fühlen bekommen. Auch das Vorbild von Freiburg, die Krankenversicherung mit der Sparkasse zu verbinden, haben wir nicht befolgen können, weil wir die Verwaltung der Kinderversicherung aus mehrfachen Gründen den anerkannten Krankenkassen überwiesen. Wir haben, nebenbei bemerkt, in allen größern Gemeinden Schulsparkassen. Auch die Unfall- und Haftpflichtversicherung haben wir in den großen Ortschaften fast überall.

Wenn ich daran denke, wie vielen Kindern unsere Krankenversicherung schon zu gesunden Augen und Ohren verholfen hat, wie manchen Knaben und wieviele Mädchen wir mit ihrer Hilfe bereits in Sanatorien verbringen konnten, insbesondere in Lungenheilstätten, dann bedaure ich außerordentlich, daß

man bis jetzt diese segenbringende Institution nur in so wenigen Kantonen eingeführt hat und daß sie trotz ihres eminenten Nutzens vielerorts noch gar keinen Anklang findet. Es fehlt an genügender Aufklärung. Es wäre eine sehr verdienstvolle Aufgabe für Ihre löbliche Gesellschaft für Schulgesundheitspflege, diese Aufklärung im ganzen Schweizerlande zu verbreiten. Zur Ausführung dieser Anregung braucht es aber außer sehr viel Arbeit auch beträchtliche Barmittel zur Vervielfältigung und Verbreitung von Flugblättern und Broschüren etc. Könnten diese nicht dadurch beschafft werden, daß man von der Stiftung Pro juventute die Zuwendung eines Jahresertrages ihres Kartenverkaufs erbitten würde?

An zuverlässigen, ausdauernden Helfern bei der Vermittlung der leider noch so notwendigen Aufklärung der breiten Volkskreise über den Wert der Kindererziehung würde es Ihnen kaum gebrechen. Das eine halbe Million zählende Konkordat schweizerischer Krankenkassen und die wohl kleinere, aber nicht minder fortschrittliche Fédération des secours mutuels de la Suisse romande würden Ihrer Gesellschaft zweifellos auf den ersten an sie gerichteten Ruf als begeisterte und treue Mitkämpfer zur Seite eilen, besonders dann, wenn Sie sich die Einführung des allgemeinen schweizerischen Obligatoriums der Kinderversicherung zum Ziele setzen wollten, was hiermit postuliert sei.

Die Lösung dieser Aufgabe wäre gewiß schwer und zeitraubend; aber sie wäre, wie Sie es übrigens selbst betonen, ebenso schön und dankbar.